L'unité

N° 24 - 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 7 juillet 1972



LA FUITE EN AVANT

Ce qui leur fait peur / Anatomie d'une catastrophe / La Costa-Bidonvilla / Pan sur Glurp / La réunification souterraine

© Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3
Programme commun :
Ce qui leur fait peur

4
La fuite en avant

6
Presse étrangère :
D'accord avec l'accord
Réponse à Debré

7
A contre-pied

8
Social : Les O.s. des planches

9
Lycéens :
Pan sur Glurp

10
Vietnam :
Les deux marathons de Nixon

11
Espagne :
La Costa-Bidonvilla
Scandale après scandale

12
Saint-Laurent-du-Pont :
Anatomie d'une catastrophe

14
Enseignement :
Les universités du pauvre

15
Jeunes .
Construire, disent-ils

16
Cinéma :
Le rire de Marx Jr

17
Le livre de la semaine :
Les Chinois et les autres

18
Spectacles :
La Rive gauche sur le sable
Télévision :
Au risque de vous plaire

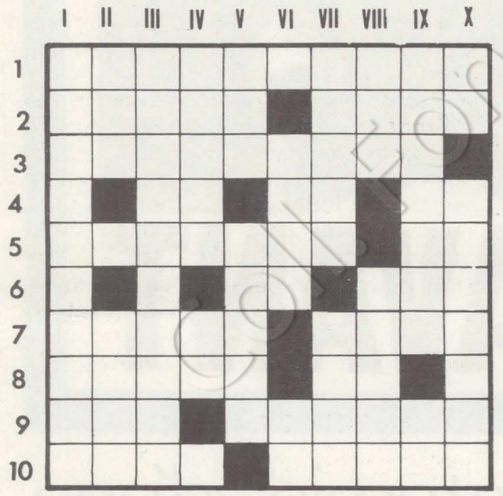
20
Document :
La réunification souterraine

23
Courrier :
Une grande nouvelle

24
Ma part de vérité :
Réponse à Jean-François Revel, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS
Jean-Pierre Coureuil (pages 8, 14) Gamma (pages 1, 6) Elie Kagan (page 9) Keystone (pages 1, 12, 13, 20, 21, 22) Sabadel (pages 3, 10) Teich (page 7) Vasco (page 5).

Mots croisés



PROBLEME N° 24

HORIZONTALEMENT :

1. Paulus y prit la pâtée. - 2. Un risque. Assistance qui peut être publique. - 3. Dans les magasins, il n'a jamais servi à faire monter les prix. - 4. En hiver. Directions. Tentative (épelé). - 5. Manque d'ardeur. Abréviation. - 6. Lettres de crédit. Se permit d'aller peut-être un peu loin. - 7. Faire naître. C'est le gouffre ! - 8. Vient de Chine. Pouffé. - 9. Boucher. Restituer. - 10. Dans l'Orne. Il peut travailler avec les pieds.

EN DIAGONALE :

« Bonheur-du-jour ! »

VERTICALEMENT :

1. Font vivre les troupes. - 2. Possessif. Distingué. - 3. Il reste souvent dans sa province. - 4. Peuplier noir. Canton. - 5. Telle une cicogne, elle passe à Strasbourg. Délirer. - 6. Arrêter les chaînes. Arme (épelé). - 7. Corrompre. Passe à Pise. - 8. Dans le nom d'une colonie espagnole. Fit de l'amour un art. - 9. Elle est maintenant, en partie, codée. En réalité. - 10. Au bout du doigt. Entaillée.

SOLUTION DU N° 23

HORIZONTALEMENT : 1. Applicable. - 2. Sarabandes. - 3. Tuèrent. Oc. - 4. EV. Droit. - 5. RRR. Eteint. - 6. Œuf. INE. - 7. Italiennes. - 8. De. Arrenté. - 9. Lias. E.n.a. - 10. Souri. Esaü.

VERTICALEMENT : 1. Asteroïdes. - 2. Pauvreté. - 3. Pré - Rua. Lu. - 4. Lard. Flair. - 5. Ibère. Irai. - 6. Canotiers. - 7. Antienne. - 8. BD. Tiennes. - 9. Léo (Léo Lagrange = congés payés). Etna. - 10. Escot. Seau.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Jean-Marie Borzeix, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE

Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures : J.A. Niel
Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Collection Jean-Jaurès

Ce qui leur fait peur

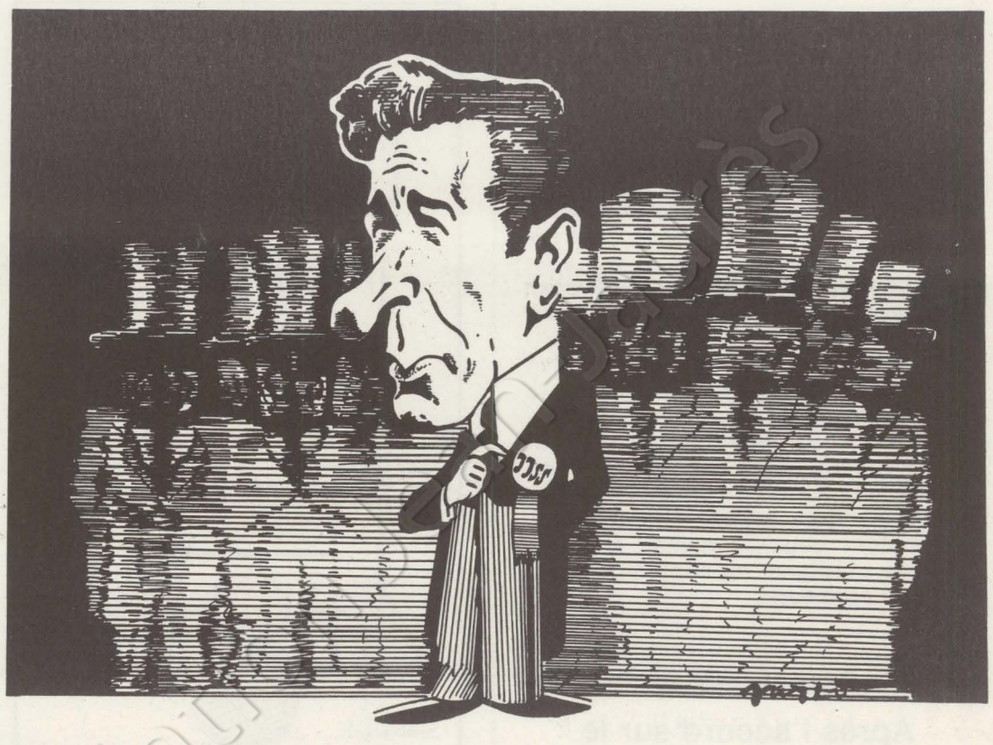
Louis Gabriel-Robinet, directeur du « Figaro », qui serait déjà mort depuis longtemps si le ridicule tuait vraiment, détient certainement la palme des sottises qui ont été énoncées depuis une dizaine de jours sur le programme commun socialiste-communiste. La politique contenue dans ce programme, écrit-il, est « celle des camps de travail, du parti unique, des déportations, des internements arbitraires, de la ségrégation raciale, de l'impérialisme et du conservatisme le plus outrancier ». Il serait facile de répondre à M. Robinet qu'il s'agit là d'une assez bonne définition du régime de Pétain, dont il était il y a trente ans l'un des chantres zélés. Mais qui peut prendre vraiment au sérieux de pareilles balivernes ?

En tout cas pas Raymond Aron, chroniqueur lui aussi au « Figaro », conservateur, lui aussi, mais plus intelligent, qui se charge de répondre à Robinet lorsqu'il déclare : « Ceux qui écartent avec indifférence ou mépris ce programme se trompent eux-mêmes, à moins qu'ils ne trompent le public. »

Partons donc de là, en constatant d'ailleurs qu'en dehors de Robinet, de la feuille gaulliste « la Nation » et de ceux qui écrivent sous la dictée de Jean-Jacques Servan-Schreiber, nul n'a accueilli avec indifférence ou mépris l'accord du 27 juin. Depuis dix jours, il occupe quotidiennement les commentaires de la presse écrite et parlée, étrangère *(voir en page 6)* et française. Sur ce plan, c'est bien Jacques Fauvet, du « Monde », qui avait raison en parlant de date historique pour la gauche et en ajoutant : « Le contrat modifie déjà, ranime la vie politique, renouvelle et renchérit l'enjeu des prochaines élections législatives et de la future élection présidentielle. »

Les vieux épouvantails

Contre cet accord, la droite se déchaîne. Il est dans l'ordre des choses que les détenteurs de privilèges se mobilisent pour les défendre lorsqu'ils les sentent menacés. On repeint donc à neuf les vieux épouvantails, celui du Front populaire, celui de la « botte soviétique » sous laquelle serait jetée la France, celui des nationalisations qui mettraient par terre l'économie française, etc. Tout cela pêle-mêle, sans mesure et dans l'ignorance volontaire du contenu des textes. Le seul fait que l'on n'ait trouvé, pour combattre le programme commun, que des arguments aussi usés montre à la fois l'inquiétude des gens au pouvoir et leur manque d'imagination face à une situation profondément nouvelle.



L'épouvantail du Front populaire ? Mais à qui donc fait-il peur ? Retenons d'abord qu'il ne peut rappeler de souvenirs qu'à ceux qui ont aujourd'hui plus de 50 ans. Et, pour des millions de ceux-là, le Front populaire, ce sont les premiers congés payés, les conventions collectives, les 40 heures, un ensemble de mesures sociales auxquelles reste attaché le nom de Léon Blum et que nul, officiellement du moins, n'a jamais osé remettre en cause. Le Front populaire fait sans doute frémir les héritiers du Comité des Forges. Pour tous les travailleurs, il reste un grand moment de l'histoire du mouvement ouvrier français.

Quant aux difficultés que rencontra le Front populaire et qui l'amenèrent très vite à sa désagrégation, elles étaient liées, pour l'essentiel, à des circonstances internationales — guerre d'Espagne, montée du fascisme en Europe — sans aucun rapport avec celles qui caractérisent l'ère de la coexistence pacifique. Ce qui achève de réduire à néant les craintes que l'on voudrait entretenir à partir de comparaisons abusives.

Des garanties essentielles

L'épouvantail soviétique ? Comment croire à la sincérité de ceux qui l'agitent désespérément, eux qui s'inquiètent volontiers de ce qui se passe à Prague — ce dont nous ne leur laissons pas l'exclusivité — mais n'ont jamais un mot pour stigmatiser les dictatures de Madrid, de Lisbonne ou d'Athènes ? Faut-il encore une fois répéter que la France n'appartenant pas à la zone d'influence soviétique — telle qu'elle résulte du partage de Yalta — l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche

Attention !

Les fêtes du 14 juillet nous amènent à avancer de 24 heures la parution de notre prochain numéro. C'est donc dès le jeudi 13 juillet que vous pourrez vous procurer le n° 25 de « l'Unité ».

→

ne saurait y avoir les mêmes effets qu'en Pologne ou en Tchécoslovaquie. Ne serait-il pas plus honnête de reconnaître que, dans la négociation avec le Parti communiste, les socialistes ont obtenu trois garanties essentielles : le maintien de la France dans l'Alliance atlantique, la possibilité pour la France de contracter les alliances défensives qu'elle estimerait nécessaires à sa sécurité et pour faire face à tout agresseur, quel qu'il soit, enfin la volonté clairement exprimée de poursuivre la construction communautaire européenne ? Est-ce là livrer notre pays à l'impérialisme soviétique ? Les socialistes français n'y sont pas davantage disposés que ne l'était Willy Brandt lorsqu'il a engagé sa politique d'ouverture à l'Est, à laquelle applaudissent ceux-là mêmes qui font mine de s'indigner du contenu du programme commun !

Après l'accord sur le programme commun

Après la chute de Chaban-Delmas

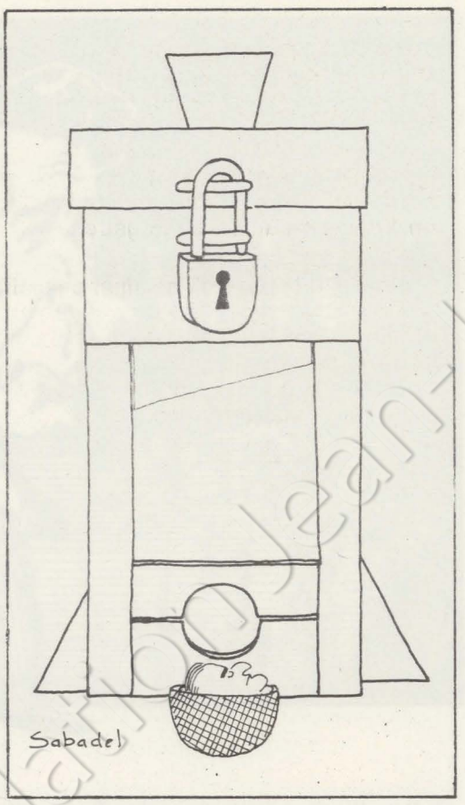
Le parti socialiste organise

UN GRAND MEETING

lundi 10 juillet
à 21 heures
au Palais de la Mutualité

AVEC

FRANÇOIS MITTERRAND



L'épouvantail des nationalisations ? Robinet et Aron se rejoignent ici en même temps qu'ils rejoignent Servan-Schreiber. Qu'ensemble ils défendent l'ordre capitaliste, le pouvoir de l'argent, la loi du profit, cela n'a rien de surprenant. Mais leur cause est-elle si compromise qu'ils soient contraints de la défendre avec une telle mauvaise foi ? Prenons le plus sérieux des trois. « Ce que les communistes ont contraint les socialistes d'accepter, déclare Raymond Aron, c'est la nationalisation de l'ensemble de l'appareil de crédit, de branches entières de l'économie et de quelques grandes compagnies industrielles. » Raymond Aron, qui lit beaucoup, aurait-il justement négligé de lire les quelques pages du programme du Parti socialiste « Changer la vie » qui traitent des nationalisations ? S'il avait fait l'effort de s'y reporter, il aurait vu que tout ce qui est dans le programme commun était déjà, à la présentation près, dans le programme de Suresnes que les socialistes avaient accepté seuls, à l'unanimité, et sans dictée de Georges Marchais. Ils n'ont précisément pas accepté ce qui sortait de ce cadre et qui figurait dans la première liste de nationalisations proposée par le P.c., par exemple le secteur de l'automobile. Cette première affirmation de Raymond Aron est donc totalement mensongère.

Quant à la seconde, elle est classique « un tel programme paralyserait le fonctionnement de l'économie ». Car, pour Aron, Robinet, Servan-Schreiber et autres, le fonctionnement de l'économie ne se conçoit que s'il coïncide avec la progression des bénéfices des grandes sociétés privées. Que Dassault, Rhône-Poulenc ou la Compagnie générale d'électricité puissent « fonctionner » comme des entreprises nationales au service de la collectivité dépasse leur entendement. L'économie française serait donc condamnée au chaos le jour où Ambroise Roux cesserait d'en être l'un des maîtres ? Peut-être est-il possible de faire croire cela aux lecteurs du « Figaro ». Un sondage diffusé à l'occasion de la dernière émission « A armes égales » a montré que tel n'était pas le sentiment de la majorité des Français, lorsqu'il s'agit de nationalisations correspondant aux critères qui ont précisément été retenus dans le programme commun.

Raymond Aron veut-il dire que les forces capitalistes, dont il est l'un des porte-parole, mettront tout en œuvre pour faire obstacle à la transformation des structures économiques de la France ? Il est clair que telle est bien sa pensée. Mais il feint d'oublier que la mise en application d'un tel programme résulterait du fait qu'une majorité d'électeurs l'aurait approuvé. Nous lui poserons dès lors une seule question, mais capitale : ne s'intéresserait-il à la démocratie que lorsqu'elle sert ses intérêts de classe ?

Une chance réelle

En fait, ce qui peut le plus étonner, c'est l'absence de réflexion sérieuse des adversaires du programme commun. Ils sont allés au plus pressé, tentant, avec de vieux clichés, de jeter le discrédit sur un document dont l'importance même semble les avoir pris de court, mais dont ils savent bien qu'il modifie profondément les données politiques françaises, donc les conditions de la bataille des prochaines législatives.

C'est là un événement dont tous, les socialistes, en tout cas, mesurent justement la portée. Qu'il y ait dans leurs rangs des interrogations, comment s'en étonner, après tant d'années où la gauche fut plus souvent divisée que réunie ? Dimanche dernier, à Marseille, Gaston Defferre, Pierre Mauroy et François Mitterrand se sont déjà employés à convaincre les plus réticents. Dans toutes les fédérations départementales, l'accord du 27 juin est pareillement expliqué et il ne fait guère de doute que la Convention nationale ratifiera ce dimanche un texte qui est conforme, point par point, à la fois à la motion d'Epinay et au programme adopté le 12 mars à Suresnes. Accord dont les socialistes accueilleront avec la plus grande satisfaction l'élargissement à tous ceux qui voudront s'y joindre,à commencer, dans les prochains jours, par les radicaux minoritaires qui ont fait le choix de demeurer fidèles à l'union de la gauche.

Ainsi, sur la base d'une alliance claire, à partir d'un ensemble d'engagements précis et dans le respect de la personnalité de chacun des partenaires, la gauche se trouve prête à affronter la majorité, alors que celle-ci se trouve contrainte de repeindre sa façade gouvernementale pour gagner du temps et essayer de reprendre en main une opinion qui, de jour en jour, s'éloigne d'elle.

Pour la première fois depuis quatorze ans, une chance de changement réel s'offre aux Français. Elle explique la colère des Robinet, des Raymond Aron et des Servan-Schreiber. Mais les socialistes ont été unanimes à vouloir qu'il en soit ainsi. Comment un seul d'entre eux pourrait-il, aujourd'hui, hésiter à choisir son camp ?

CLAUDE ESTIER

La fuite en avant

Ce déjeuner de l'Elysée du mardi 27 juin entre Georges Pompidou et Jacques Chaban-Delmas — le jour même de l'accord socialistes-communistes — avait donc plus d'importance qu'on ne l'avait laissé croire. C'est bien ce jour-là, en effet, que le président de la République annonça à son Premier ministre, en tête-à-tête, son intention de se séparer de lui.

Admirons, au passage, la sagacité des observateurs « bien informés » qui assuraient depuis huit jours que le remaniement ne serait que de portée limitée. Passons aussi sur la méthode, familière à la Ve République, qui consiste à annoncer la démission du Premier ministre cinq jours après le départ en vacances du Parlement. Celui-ci avait pourtant entendu, il y a quelques semaines seulement, un discours musclé de Chaban-Delmas présentant un programme d'action pour les mois à venir. En foi de quoi, la majorité, comme un seul homme, lui avait voté la confiance.

Ainsi, tout comme de Gaulle, après juin 1968, avait écarté Pompidou au profit du fidèle Maurice Couve de Murville, Pompidou président fait appel aujourd'hui, avec Pierre Messmer, à un représentant authentique de la « vieille garde » gaulliste, dont beaucoup de Français ignoraient jusqu'à mercredi qu'il fût susceptible de devenir chef du gouvernement.

Il est vrai que le sens de ce changement est aussi clair que celui d'il y a quatre ans et souligne l'un des vices de forme de la Constitution de la Ve République : malheur au Premier ministre tenté de pratiquer une politique personnelle, on a tôt fait de lui rappeler que le vrai pouvoir est à l'Elysée ! Chaban-Delmas le savait d'ailleurs fort bien, lui qui s'écriait, dans ce récent débat à l'Assemblée : « Le président de la République, de qui, seul, dépend de choisir et de nommer le Premier ministre, peut à tout moment mettre fin à ses fonctions. »

Pompidou reprend donc la direction des affaires. Mais le fait d'avoir installé à l'Hôtel Matignon un homme choisi d'abord pour ses qualités d'exécutant ne résoud aucun des problèmes qui s'accumulent devant le successeur du général de Gaulle. Sur le plan extérieur, comment assurer le succès du « sommet » européen en octobre ? Sur le plan intérieur, comment rétablir la cohésion de la majorité, face à l'union retrouvée de la gauche ?

Ce gouvernement remanié aura-t-il pour tâche prioritaire de préparer des élections anticipées, en octobre ? Ou, au contraire, est-il chargé d'utiliser les huit mois qui restent à courir avant la date normale de la consultation pour faire passer un nouveau souffle dans le pays ? Dans ce dernier cas, on peut s'attendre à ce que le remplacement de Chaban-Delmas en entraîne quelques autres, par exemple celui de René Tomasini, qui ne paraît pas le plus qualifié pour assurer à l'U.d.r. l'image de marque qu'elle aspire à retrouver.

Les jours qui viennent apporteront sans doute des réponses à ces questions. Ce qui est sûr, c'est qu'après deux mois de réflexion, Pompidou a jugé qu'il ne pouvait rester sur l'échec du référendum. Sans trop savoir lui-même ce qu'en seront les conséquences, il a voulu frapper un grand coup. Qui ressemble bien à une fuite en avant !

C.E.

D'accord avec l'accord



Giorgio Amendola.

« Encore une fois, la classe ouvrière française a affirmé, par son initiative unitaire, une fonction d'avant-garde dans le développement de la lutte politique en Europe. » C'est Giorgio Amendola, membre du Bureau politique du P.c. italien, qui commente ainsi, dans « l'Unita », l'accord de la gauche intervenu le 27 juin.

Cette appréciation reflète le ton de nombreux commentaires de la presse internationale consacrés à la signature du programme de gouvernement par les partis socialiste et communiste français. « Sans l'unité politique de la classe ouvrière française, poursuit l'organe du Parti communiste italien, il ne sera pas possible de parvenir à l'unité des gauches européennes, condition indispensable à la réalisation d'une transformation démocratique des institutions de la Communauté économique européenne, dans la sécurité et la coopération de tout le continent. »

En Grande-Bretagne, le « Time », le quotidien indépendant de Londres, fait remarquer que le programme socialo-communiste transforme la scène politique française. « Il existe enfin, déclare ce quotidien, une alternative à un gouvernement et à une majorité dont les alliances sont troublées. »

« Le plus solide »

« L'accord, ajoute le « Times », est un triomphe pour M. François Mitterrand. C'est aussi un succès pour M. Georges Marchais, le secrétaire du P.c., qui a conduit son parti, parmi bien des méandres, à la révision complète de plusieurs de ses plus chères attitudes. »

Le « Guardian », quotidien travailliste de Manchester, reprend le même thème que son confrère. Sous le titre « Une alternative en France ? », l'éditorialiste souligne que les gaullistes et leurs alliés ont gouverné la France pendant 14 ans, mais qu'ils ne sont pas immortels. « Une des raisons de leur longévité, dit-il, a été l'absence d'une solution de rechange crédible. Le pacte conclu entre les socialistes de M. Mitterrand et les communistes de M. Marchais est le signe politique le plus évident depuis quelques années qu'une alternative peut se présenter avant les élections prochaines. Le programme électoral commun des deux partis est le plus solide qu'ils aient réussi à construire en 40 ans. »

Aux Etats-Unis, l'« International Herald Tribune », dans un article de son correspondant parisien, James Goldsborough, souligne également que « les deux partis n'avaient jamais conclu d'accord aussi poussé. Plus avancé que le pacte de 1934, le programme de Front populaire de 1936, et les accords électoraux de 1965 et 1967 ».

«Si rapide»

En Belgique, « le Soir » de Bruxelles qualifie le programme « d'étape importante sur cette longue route de l'unité de la gauche que suit imperturbablement M. Mitterrand depuis si longtemps ». Mais poursuit le journal, « la longue marche est loin d'être terminée. Les directions et les militants des deux partis devraient s'efforcer de renforcer la crédibilité de leur action commune et aussi s'habituer à vivre ensemble, de manière qu'au moment de la vraie bataille, celle des élections présidentielles de 1976, la gauche unie apparaisse comme une grande force populaire ayant déjà fait ses preuves ».

En Allemagne, enfin, la « Frankfurter Rundschau » met l'accent sur la rapidité avec laquelle socialistes et communistes se sont mis d'accord. Conclusion de la « Frankfurter Rundschau » : « Même les plus optimistes n'avaient pas escompté aussi rapidement un résultat si positif. »

Réponse à Debré

Si nous recherchions des justifications à l'accord passé entre notre parti et le Parti communiste, la rage de Michel Debré suffirait à nous donner bonne conscience.

Interrogé par les journalistes au sujet de nos accords, le ministre de la Défense a déclaré : « Ni les socialistes ni les communistes ne veulent dire « nous ne voulons pas de Défense nationale », parce que ces mots ne passent pas la rampe. Mais en même temps, hypocritement, ils font tout pour la faire disparaître. Et ce sera, devant l'histoire, une nouvelle fois, leur condamnation. »

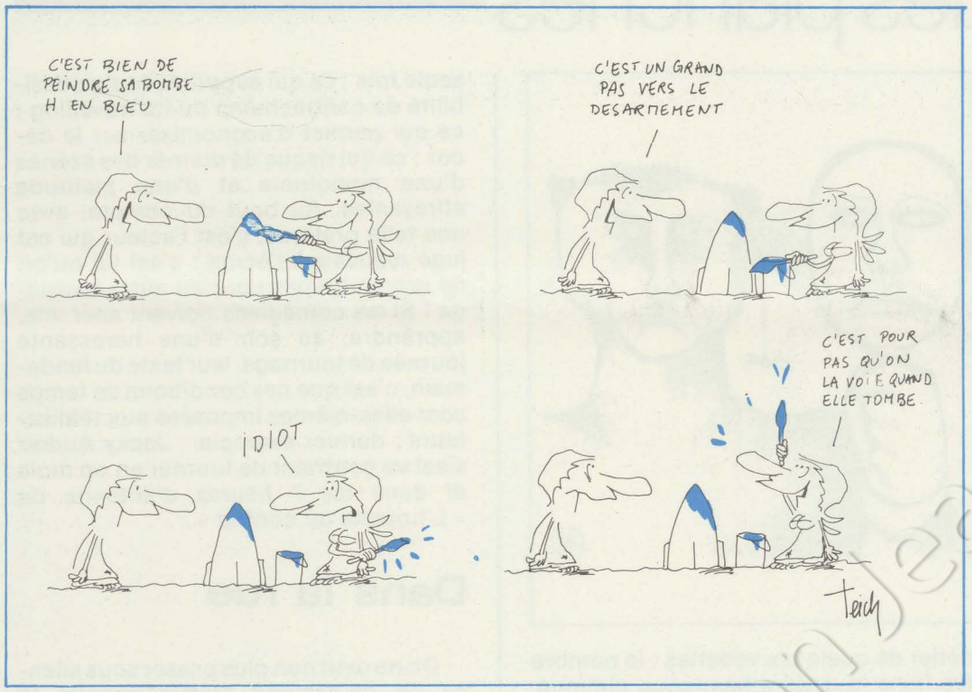
Ces arguments, je les ai entendus autour des années 1930, quand j'avais 20 ans ! Nous étions de ceux qui se refusaient à confondre le militarisme et la Défense nationale.

Nous avons cru qu'au cours de la dernière guerre, les socialistes avaient prouvé leur attachement à la patrie et à la liberté. Debré ne paraît pas être convaincu. Faut-il lui rappeler la longue liste de ceux qui, de Léo Lagrange à Brossolette, ont donné leur vie sur les champs de bataille ou dans la Résistance ? Faut-il lui adresser les noms de tous nos camarades morts dans les camps de concentration nazis ? Faut-il faire état devant lui du souvenir de ceux qui ont disparu depuis la Libération, brisés par les années de bagnes hitlériens ?

Est-ce utile ? Non, car Debré ne comprendrait pas : sa haine des vrais démocrates lui fait perdre toute mesure. Et n'allez pas lui dire qu'un certain nombre de vichyssois appartiennent à son groupe U.d.r. Il vous taxerait, à nouveau, d'hypocrisie. Et croyez-moi, il s'y connaît !

MARCEL MERIGONDE

A contre-pied



Un socialiste à Matignon

Un socialiste à Matignon... Il ne s'agit pas de l'Hôtel du Premier ministre, mais de la mairie d'un chef-lieu de canton des Côtes-du-Nord, proche du Cap Fréhel et de Saint-Cast.

Par suite de la démission de l'ancien maire et de l'incapacité de la droite à le remplacer, le préfet avait été contraint de dissoudre l'ancien conseil municipal.

La liste d'Union des républicains a obtenu 8 sièges sur 13. Auguste Malet, du Parti socialiste, a été élu maire. C'est la première fois qu'une liste de gauche administre ce chef-lieu de canton. La section socialiste cantonale avait été formée, après une réunion publique, quinze jours auparavant.

Les élus s'organisent

La Fédération des élus socialistes et républicains, qui vient de tenir à Marseille son premier congrès, compte déjà plus de 10 000 membres répartis dans 75 départements, vingt autres n'ayant pas encore constitué leur fédération départementale d'élus. Arrivent en tête les départements du Nord (1 506 élus socialistes inscrits), du Pas-de-Calais (1 300) et des Bouches-du-Rhône (947). Viennent ensuite la Nièvre (372), la Haute-Vienne, l'Isère et le Pas-de-Calais (300). Puis le Var, la Haute-Garonne, l'Ariège, la Drôme, la Gironde et la Seine-Saint-Denis, qui comptent chacun plus de 200 élus inscrits.

Le congrès a élu un Conseil national de 61 membres. Les premiers élus sont, dans l'ordre, Pierre Mauroy (814 voix sur 1 015 votants), Georges Dayan (774), Louis Mermaz (769), Georges Fillioud (762), Claude Estier (759), Robert Pontillon (727), André Labarrère (726), Jacques Carat (717), André Boulloche (704), Henri Delisle (698), René Gaillard (696) et Maurice Pic (689).

La Fen et la Cfdt intéressées

Mardi dernier, à la Mutualité, James Marangé a donné l'avis de la Fédération de l'Education nationale sur le programme commun. Il l'a salué comme « un événement important, peut-être déterminant — la Fen l'espère pour sa part — pour l'avenir politique de notre pays ». Tout en réaffirmant son indépendance à l'égard du pouvoir politique quel qu'il soit, la Fen a souhaité rencontrer cette semaine le P.s. (jeudi) et le P.c. (vendredi).

Quant à la C.f.d.t., c'est à la rentrée qu'elle donnera son avis sur le programme commun P.c.-P.s. En attendant, elle trouve ce texte « intéressant ». Dès la semaine dernière, des représentants de la C.f.d.t. l'ont dit aux dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste, qu'ils ont rencontrés successivement.

Des femmes en colère

Les femmes socialistes sont en colère. Leur Conseil international réuni à Vienne, en Autriche — où Marie-Thérèse Eyquem était la déléguée française — a adressé une résolution à l'Internationale pour déplorer le trop faible pourcentage des femmes admises dans les instances des partis socialistes et, par voie de conséquence, dans les organes politiques de leur pays. Le pourcentage des femmes au Parlement n'atteint ou ne dépasse 10 % que dans les pays scandinaves. Il est de 1,5 % à l'Assemblée nationale française, où le groupe socialiste ne compte aucune femme.

La désignation des candidats pour les prochaines élections législatives laisse craindre, hélas, que cette situation ne soit guère améliorée. La raison souvent invoquée est la misogynie de l'électorat. Pourtant, en République fédérale allemande, l'Institut des sciences sociales appliquées de Bad-Godesberg a pratiqué un sondage d'où il ressort que 65 % des électeurs se sont déclarés favorables à un engagement plus marqué des femmes sur le plan local, 62 % souhaitant un plus grand nombre de femmes députés au Bundestag — contre 36 % en 1964.

Les cent ans de Montehus

Dimanche sera commémoré le centenaire de Gaston Montehus, qui fut un inlassable militant socialiste et pacifiste en même temps qu'un populaire chansonnier dont Lénine, durant ses années parisiennes, ne manquait jamais un spectacle. Parmi ses œuvres, sa chanson en l'honneur du gouvernement de Front populaire, « Vas-y, Léon », dont le succès fut énorme. Et, il y a maintenant plus de 60 ans, les fameux « Gloire au 17e » et « La jeune garde », qui ont traversé le siècle.

Les O.s. des planches

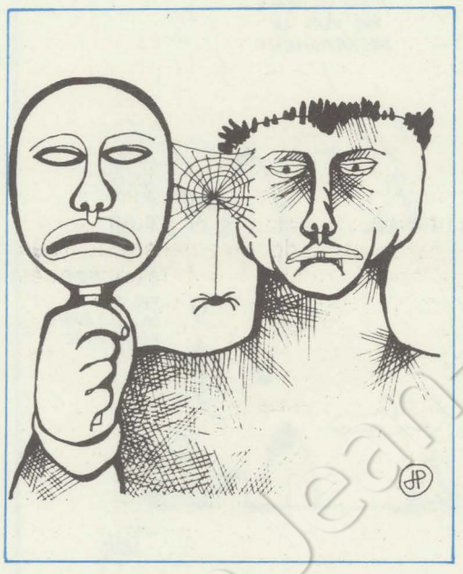
« Aimer le théâtre, c'est d'abord aimer ceux qui le pratiquent », disait Jean Vilar, qui ajoutait : « Il faut payer les acteurs. Ne souriez pas... Il faut payer et bien payer les comédiens. Et rendre leur vie au théâtre agréable. » Du souhait de Vilar à la réalité d'aujourd'hui, il y a un grand pas qui n'a pas encore été franchi.

Pour un Belmondo qui gagne bien sa vie, que de comédiens condamnés au chômage et au sous-emploi ! En 1967, les chiffres étaient effarants : la moyenne des salaires de la profession était de 43 000 anciens francs par mois ; en 1969 cette moyenne était de 65 000 AF — dans les deux calculs les salaires des vedettes étaient compris ! Aujourd'hui, Michel Piccoli peut dire : « S'il est vrai que 1 % des gens de notre métier gagnent plus de 500 000 AF par mois, il n'est pas moins vrai que 85 % d'entre nous n'ont même pas 100 000 AF de salaire mensuel. » La légende tombe aussitôt : les comédiens ne baignent pas dans le luxe. De plus, ils n'ont aucune sécurité d'emploi ; avec un humour bien involontaire, le ministère du Travail définit d'ailleurs l'artiste du spectacle comme étant un « salarié intermittent, itinérant et à employeurs multiples ».

Art et productivité

De gré ou de force, tout comédien est un itinérant, un vagabond de l'embauche courant les cachets au hasard des théâtres, des studios de cinéma ou de télévision. Au théâtre, dans la plupart des cas, la notion de troupe, d'effectif à plein temps, est très peu prisée ; le metteur en scène préfère, le plus souvent, engager les comédiens « au spectacle » ; cela au préjudice de la qualité artistique et de la cohésion de l'équipe. Il existe bien des théâtres nationaux (Villeurbanne, Strasbourg, Est parisien et Palais de Chaillot) mais, même dans ces établissements, il n'y a pas eu de changement du statut des comédiens. La permanence d'une troupe entraînant, d'ailleurs, un certain nombre de conséquences financières que l'Etat ne donne pas aux hommes de théâtre le moyen d'assumer. Il a même fallu une bagarre retentissante pour obtenir l'existence d'une simple, mais indispensable, troupe de chant à l'Opéra.

Le cinéma, qui fut longtemps une importante possibilité de travail pour les acteurs, n'est plus aujourd'hui que le



métier de quelques vedettes ; le nombre des films tournés a beaucoup diminué, les budgets de tournage également ; de fait, les « seconds rôles » ont disparu et seules quelques vedettes bien cotées « font leur beurre », tandis qu'une multitude de figurants se partagent les miettes.

A l'O.r.t.f., c'est pire. François Martouret constate : « Nous sommes plus de 10 000 à tirer 60 % de nos revenus de la télévision... Et, d'année en année, ils diminuent ! » Les statistiques le confirment : malgré l'existence de la deuxième chaîne et la venue prochaine de la troisième, en dix ans la masse budgétaire consacrée par l'O.r.t.f. au salaire des artistes a baissé de 50 %. Ajoutons à cela que Philippe Malaud a prévu une augmentation de la productivité de 2,6 % dans les trois années à venir... mais avec la même enveloppe budgétaire ! Comme le dit Raymond Bussière, « l'O.r.t.f. est devenu la maison du mépris ».

De façon générale, rue Cognacq-Jay ou quai Kennedy, les artistes trouvent de moins en moins de travail. Et, quand ils en trouvent, c'est toujours dans des conditions déplorables. Pour la direction de l'Office, il s'agit désormais de travailler plus vite et pour moins cher.

« On ne peut pas faire de bon travail quand on va vite », répond Martine Ferrière. La qualité ne se conjugue pas avec la vitesse. Pourtant, à l'O.r.t.f., une circulaire récente vient de recommander aux réalisateurs l'utilisation du « plan-séquence » : il s'agit de « mettre en boîte » vingt minutes de tournage en une seule fois ; ce qui supprime toute possibilité de contrechamp ou de travelling ; ce qui permet d'économiser sur le décor ; ce qui risque de donner des scènes d'une monotonie et d'une platitude effrayantes. Au bout du compte, avec une telle pratique, c'est l'acteur qui est jugé mauvais à l'écran ; c'est lui qu'on ne reprendra pas pour un autre tournage ! Si les comédiens doivent aller vite, apprendre, au soir d'une harassante journée de tournage, leur texte du lendemain, c'est que ces conditions de temps sont elles-mêmes imposées aux réalisateurs ; dernier exemple : Jacky Audoir s'est vu contraint de tourner en un mois et demi les 7 heures d'antenne de « L'homme au contrat ».

Dans la rue

On ne peut non plus passer sous silence ce qu'Armand Meffre appelle le « banditisme » de l'O.r.t.f. ; l'Office se permet d'immobiliser les comédiens sur une très longue durée pour un travail de quelques jours ; ainsi, pour tourner « La malle de Hambourg », Raymond Bussière a dû refuser toute proposition de travail durant les cinq mois au cours desquels ses 22 jours de tournage avaient été étalés — le salaire portant évidemment sur 22 jours, et non sur 5 mois.

Tels sont les principaux aspects du statut social des artistes du spectacle : revendications salariales et sécurité de l'emploi y sont très liées. Il faudrait y ajouter les problèmes de formation professionnelle, pratiquement inexistante, d'accès à la profession, sans contrôle réel ; de la fiscalité, inadaptée à « l'intermittence » ; des retraites, dérisoires. Un énorme dossier, en somme, un affligeant cahier de doléances que le Syndicat français des artistes et interprètes ne fait que grossir quotidiennement.

Jean Vilar s'écriait : « Ah ! j'allais oublier : un bon coup de peinture, chaque année, dans les loges, voilà un bon moyen de témoigner de votre amour du théâtre. » Il n'y a même pas de loges pour les danseuses dans les studios de télévision des Buttes-Chaumont !

Jean Vilar disait : « Il faut payer les acteurs. » Aujourd'hui, les comédiens descendent dans la rue avec les O.s. pour demander : pas de salaires à moins de 1 000 F.

J.M.

Pan sur Glurp

A Luzarches, c'est une sorte de petit hoquet, « Glurp », qui a mis la ville sens dessus-dessous. Les 2 000 habitants de cette petite commune du Val-d'Oise menaient, à 30 km de Paris, une vie bien tranquille. Jusqu'à l'« affaire ». Aujourd'hui, la division règne, la Justice sévit. Pourquoi ? Parce que des lycéens ont, dans leur journal, donné une recette de cocktail Molotov, attaqué le maire, dit qu'ils en avaient « ralbol » du lycée et — oh, scandale ! — dessiné un phallus. C'est l'affaire « Glurp ». Certains, à Luzarches, voudraient bien aujourd'hui qu'on en parle moins. Après avoir hurlé, mis en cause, dénoncé, poursuivi, ils disent : « Cela ne vaut pas la peine de faire tant de bruit autour de ça. »

Eh si, justement ! Cela vaut la peine. C'est une histoire édifiante.

Il était une fois une petite ville dirigée — détail qui a son importance — par un maire U.d.r., le Dr Fournet. Au conseil municipal siégeait un homme mystérieux et important, Jacques Foccart. Mais il y avait, dans la ville, un lycée de 800 élèves, le lycée Gérard-de-Nerval. Et, dans ce lycée, un groupe d'élèves de 1ères et de terminales que l'on avait autorisés, légalement, à faire un journal sans censure préalable.

Un à cinq ans de prison

Ce journal, les lycéens l'avaient appelé « Glurp ». Ils le tiraient à 500 exemplaires sur la ronéo du lycée, avec l'aide de la documentaliste. Ils ont sorti un numéro, deux numéros, trois numéros. Et un quatrième : celui qui a mis le feu aux poudres dans la bonne ville de Luzarches. Car les élèves avaient eu une idée bizarre : écrire librement ce qu'ils pensaient. Ce qui n'eut pas l'heur de plaire à certains. Et, par un soir de mai de l'an 1972, le 29 exactement, quand « Glurp » est sorti, l'émoi s'est emparé d'une partie de la population, préfet compris. Le maire a annoncé, dès le lendemain, qu'il devait porter plainte. Des parents d'élèves ont approuvé, des maires de communes voisines aussi. Et, le mercredi matin, à l'aube, des gendarmes sont allés cueillir les « coupables » chez eux pour les amener à la gendarmerie : dix heures d'interrogatoire.

Pour ne pas être en reste, le proviseur a demandé l'ouverture d'une enquête administrative et réuni le 3 juin le conseil d'administration du lycée ; enfin, il a convoqué le 14 juin, le conseil de discipline... qui a refusé de prendre des sanctions.

Alors, ils s'en tirent ? Comme ça ? Oh, non. Certains parents d'élèves avaient tout prévu : ils avaient déposé une plainte. La Justice a été saisie, et il y a une dizaine de jours, les « coupables » — 5 élèves et la documentaliste du lycée qui tapait les textes — ont été convoqués à comparaître devant le juge d'instruction de Pontoise. Ils sont inculpés de « provocation au meurtre, incendie, destruction d'édifices par substances explosives ». C'est-à-dire qu'ils risquent, en cas de condamnation, des peines de 1 à 5 ans de prison et des amendes allant de 300 à 300 000 F.

Certes, les inculpés ne sont pas seuls ; déjà, après leur journée d'interrogatoire, des élèves, des professeurs se sont mis en grève. Le déferlement de méthodes policières, pour une affaire qui regardait les responsables du lycée, a choqué. La section locale du Parti communiste a elle aussi pris parti : « Dans un journal intitulé « Glurp », quelques irresponsables ont rédigé des articles incendiaires... Sur ce, et comme toujours, les services de M. Marcellin et la droite réactionnaire se sont précipités sur l'événement que tantôt ils créent de toutes pièces, ou suscitent, ou utilisent, avec la complicité consciente ou inconsciente de groupes gauchistes. »

Sans peine, en une leçon

Qu'y avait-il donc dans « Glurp » de si violent ? Des refus de « s'habiller en kaki pour combattre au Tchad ». Des cris contre le lycée, « antichambre de l'usine et de la mort lente » Quant à l'article incriminé : « Comment faire sauter votre lycée sans peine, en une leçon », il donnait une recette de cocktail Molotov... inutilisable. Visiblement, on retrouve dans « Glurp » non pas des appels au meurtre, mais, mêlé à une certaine révolte, un goût du canular qui ne date pas d'aujourd'hui. Témoin le passage expliquant comment fabriquer des explosifs : « Prenez du salpêtre, du soufre et du charbon ; mélangez-les, ajoutez une mèche. Déposez le tout à l'endroit désiré ; allumez la mèche... et sauvez-vous. »

Voilà ce qui a bouleversé une ville. Voilà pourquoi des adolescents sont poursuivis devant les tribunaux. Officiellement. Officieusement, ce qu'on ne leur pardonne pas, c'est peut-être d'avoir fait un journal... explosif.

MICHELE BACKMANN



Jean-François Guiton (19 ans), un des cinq inculpés.

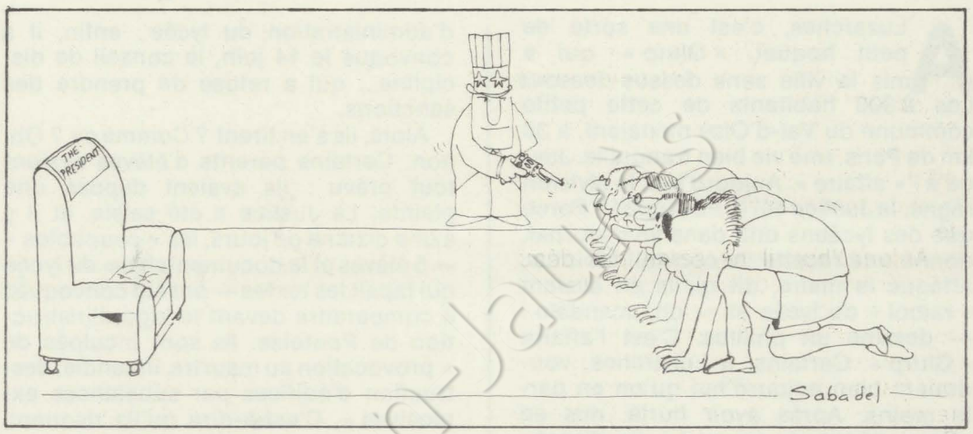
Les deux marathons de Nixon

Les négociations de Paris sur le Vietnam reprendront le 13 juillet. Richard Nixon l'a annoncé. Hanoï l'a confirmé. Cette guerre est si longue et si douloureuse qu'on n'ose jamais y faire preuve d'optimisme. Tant de désillusions se sont succédées que la perspective d'une cent-cinquantième rencontre entre les belligérants laisse sceptiques. Le ton des uns et des autres reste d'ailleurs très ferme.

Cependant, le président Nixon a accepté la reprise des pourparlers, alors qu'au cours des derniers mois il avait fait savoir, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de membres de son équipe, qu'il ne jugeait pas utile de recommencer le marathon oratoire de l'avenue Kléber tant que l'attitude du Nord-Vietnam ne serait pas modifiée et que des propositions « raisonnables » n'auraient pas été faites. Il y a donc changement d'attitude qui peut s'expliquer par diverses raisons.

D'abord, les raisons subalternes, qui n'ont jamais été absentes du côté américain depuis le début du conflit. La campagne électorale est déjà engagée aux Etats-Unis. C'est à la veille d'une élection pour la Maison-Blanche que Lyndon Johnson avait annoncé l'arrêt des bombardements sur le Nord. Nixon, qui ne peut plus user d'une telle mesure, peut chercher d'autres gestes pour consolider sa situation dans cet autre marathon qu'est la campagne présidentielle. La reprise des pourparlers aura lieu alors que se tiendra la Convention démocrate, à l'issue encore très ouverte malgré l'avance prise par George Mc Govern. Ce serait un rude coup porté à la candidature de ce dernier, qui s'est engagé à régler le conflit dans les semaines qui suivraient son élection, que de démontrer à l'opinion américaine la mauvaise volonté de l'adversaire ou de lui laisser entrevoir une fin prochaine, selon qu'on aborde la question avec pessimisme ou non.

Cette opinion est bien partagée sur la façon de se sortir de la guerre. Si les partisans de la paix détiennent de fortes positions et font preuve d'un grand dynamisme, il est évident que beaucoup de citoyens américains restent attachés au principe selon lequel leur pays ne peut pas être vaincu. Le retrait massif des forces terrestres et le passage à la guerre aérienne, moins coûteuse en vies humaines américaines, ont été bien accueillis. Ils représentent des atouts sérieux pour le président sortant, qui n'a pas manqué de les avancer lors de la conférence de presse qu'il a donnée la semaine dernière. « Les pertes américaines, a-t-il souligné, étaient de trois cents hommes par jour lors de mon arrivée à la présidence : elles sont aujourd'hui de deux. »



Les craintes d'Hanoï

L'affaire des prisonniers a une importance que nous imaginons mal en France. Ils sont plusieurs centaines au Nord, pour la plupart des aviateurs abattus par la D.c.a. vietnamienne. Nixon et Mc Govern n'ont pas hésité à recourir aux arguments les plus gros pour fixer leur avenir. Le premier a affirmé que la seule façon de les libérer consistait à bombarder le Nord-Vietnam. Le second a annoncé qu'il ferait le voyage d'Hanoï pour obtenir leur libération. Quel que puisse être l'intérêt porté à l'égard de ces hommes, de telles affirmations ont une résonance électorale indéniable. Ce qui ne peut que renforcer la thèse selon laquelle la reprise des pourparlers n'aurait d'autre perspective que la campagne présidentielle.

D'autant qu'Hanoï peut avoir un intérêt identique à prouver que l'interlocuteur américain reste figé sur ses positions traditionnelles. Les voyages du président Nixon à Pékin et à Moscou ont inquiété les Nord-Vietnamiens, qui redoutent un compromis imposé de l'extérieur par des alliés au « réalisme » bien connu. Persuadés qu'à la fin l'Amérique se lassera, les dirigeants nord-vietnamiens estiment que le temps joue en leur faveur : il suffit donc de les laisser mener leur guerre aussi longtemps qu'il faudra, compte tenu d'une solidarité obligatoire des grandes puissances communistes, qui ne peuvent y renoncer sans se déconsidérer dans le reste du monde.

Cependant, de telles explications ne sont pas entièrement satisfaisantes. Il y a eu trop de démarches et trop de conversations au cours des derniers mois pour qu'on puisse s'en contenter. Les buts de guerre américains ont lentement changé : l'accent est mis sur la protection des dernières forces américaines — quarante mille hommes — et sur le sort des prisonniers plus que sur l'avenir politique du Vietnam. Nixon refuse de discuter de la création d'un gouvernement de coalition à Saïgon, ce qui est une des principales exigences des communistes du Nord et du Sud, mais il ne fait pas de la renonciation à cet objectif par ses promoteurs un préalable au cessez-le-feu. Pour lui, il est de plus en plus évident que l'affaire se réglera sur place, sous la caution américaine, et d'autant plus aisément que l'offensive nord-vietnamienne, après des succès réels, piétine et marque même un recul.

S'il est difficile d'imaginer une complète séparation entre la solution politique et la solution militaire du conflit, il n'est pas absurde de deviner que, de plus en plus, le gouvernement américain entend dissocier les formes de sa présence dans la péninsule indochinoise de la guerre du Vietnam proprement dite. Nixon a montré, en ce qui concerne Formose, une grande souplesse dans la façon de renoncer à une alliance restée sans faille pendant plusieurs décennies. La règle est la tolérance dans l'immédiat, le temps se chargeant du reste. Les Vietnamiens sont-ils en état de comprendre ce que les Chinois ont compris ? Nixon, qui aime les paris, l'espère.

CLAUDE FUZIER

La Costa - Bidonvilla

Et si Adolf Hitler avait eu raison ? Imaginant dans son délire mégalomane l'Europe nouvelle, il faisait de l'Espagne un pays uniquement consacré au tourisme où les guerriers allemands et les races supérieures prendraient au soleil un repos bien mérité.

Aujourd'hui, il ne serait pas déçu : l'Espagne est toujours un pays fasciste et elle est devenue depuis 1960 l'annexe touristique de l'Europe. Dans la seule journée de dimanche, 120 000 Français ont franchi la frontière. A Torremolinos, la capitale touristique de la Costa del Sol, les hôtels affichent « complet ».

Torremolinos est l'exemple parfait de la politique touristique suivie depuis 10 ans par le régime de Franco. Le paysage n'a pas été transformé, mais purement et simplement déformé. De Màlaga à Fuengirola, en passant par Torremolinos, la route à quatre voies, construite avec des capitaux américains, suit la côte. Sur le bord de mer s'élève une forêt de béton, d'immeubles de 12 à 14 étages, d'hôtels et de palaces d'une rare laideur. Vers l'arrière-pays, une jungle de cabanes et de baraques, de bistrots et de gargottes, transforme le paysage en une véritable zone digne d'une banlieue urbaine. Seuls ilôts protégés : les terrains de golf où le droit d'entrée excède largement le salaire mensuel d'un ouvrier espagnol.

Colonie estivale

Les immeubles et les hôtels ont poussé sans aucun plan coordonné, sans le moindre souci d'un urbanisme cohérent, mais selon les besoins et les intérêts de promoteurs privés. Les directions régionales de l'équipement ne sont là que pour distribuer les permis de construire aux plus offrants et assurer,



tout au plus, un minimum d'équipements collectifs. Pour une fois sans ambiguïté, l'article IV de la loi du 28 décembre 1963 stipule que « l'économie nationale est subordonnée aux intérêts du tourisme ». Tout un système d'aide, de bonifications et d'exemptions fiscales favorise les investissements venus de l'étranger. Résultat : la Costa del Sol est devenue une colonie estivale de l'Europe du Nord.

Prenons un exemple : parti de Copenhague à 9 h 30, le charter se pose sur l'aéroport de Màlaga, 4 heures plus tard. Le Boeing 707 ou 727 appartient au plus puissant manager scandinave de voyages organisés, le pasteur Tjaeroborg. Un car attend la cargaison de Danois pour les conduire à leur hôtel à Torremolinos, propriété de la chaîne Stella Polaris, c'est-à-dire du pasteur Tjaeroborg.

L'hôtel, de bon standing, possède une piscine, des courts de tennis, deux bars, une boîte de nuit, une gamme de boutiques où acheter toutes sortes de souvenirs hispanisants. Après 15 jours dans cet univers clos, dans cette enclave en terre étrangère, il y a de forte chance que les clients du pasteur n'aient jamais eu l'occasion d'adresser la parole à un seul Espagnol.

Pour les autochtones, il ne reste qu'une solution : vivre des miettes du tourisme. Le paysan doit vendre ses vignes, vite transformées en terrains de camping. Le pêcheur s'engager dans l'industrie hôtelière et laisser à son fils le soin de promener les touristes dans sa barque. Quand ils vont prendre l'apéritif, sur la place, leur café s'est transformé en drugstore, avec de fausses chaises rustiques, des banderilles aux murs et des photos d'El Cordobes.

Pot-de-vin

Personne n'utilise le folklore avec autant de science financière et touristique que le gouvernement franquiste. Un décret-loi affirmait, il y a trois ans, que « les fêtes régionales de la Costa Blanca étaient déclarées d'intérêt touristique ». Peu importe, pour les touristes, que cette région occupe le 49e rang des régions espagnoles pour le niveau de vie. Phénomène exclusivement saisonnier, le tourisme ne profite pas aux Espagnols et surtout pas aux travailleurs. Mais aux investisseurs étrangers et à tous les combinards de l'Opus Dei et de la Phalange, le parti unique.

Manolo est chauffeur de taxi à Torremolinos. Pour s'acheter une voiture, se procurer fort cher une licence et verser le pot-de-vin indispensable au commissariat de police, il a dû s'associer avec son beau-frère. Pendant 12 ans, il a économisé franc par franc sur son salaire d'ouvrier chez Citroën, à Paris. Aujourd'hui il gagne 500 F par mois. Tout juste de quoi nourrir sa famille et envoyer ses fils au seul collège — payant — tenu par les « bons pères ». Aucune illusion à se faire. Aucune excuse à formuler, tel est le prix de nos vacances « bon marché » en Espagne. Dans « La paella des gogos », un Espagnol, Xavier Domingo, écrivait : « Toi, étranger, tu peux profiter de ce qu'offre l'Espagne, parce que moi, Espagnol, je n'en ai pas le droit. »

N. B.

Scandale après scandale

L'Opus Dei, scandale après scandale, poursuit sa lente mais efficace infiltration dans l'administration espagnole et le monde économique. Chaque jour, un de ses membres accède à de nouvelles responsabilités, s'illustre dans de nouvelles combines financières.

Le dernier scandale — voir « l'Unité » n° 20 — **avait été révélé par la presse phalangiste. Dans la lutte sourde et feutrée pour le pouvoir et la succession du Caudillo, qui oppose les membres de l'Opus Dei à la vieille garde phalangiste, toutes les armes sont bonnes.**

Il y a quelques semaines la presse contrôlée par l'Opus Dei contre-attaquait, en sortant un scandale où était compromis la Phalange. Les fonds recueillis après une collecte nationale pour la reconstruction de quartiers détruits par la guerre civile ne sont jamais parvenus à leurs destinataires, mais à des cadres de la Phalange. Les Espagnols attendent le prochain scandale. Un peu comme nous. Décidément, il n'y a plus de Pyrénées.

Anatomie d'une catastrophe

Ces dernières semaines devait s'ouvrir le procès de Saint-Laurent-du-Pont. L'appel, interjeté par la partie civile d'une décision de non-lieu, en a voulu autrement. Maintenant, le procès viendra, au plus tôt, à la fin de l'automne. Et à Lyon, certains pensent, non sans raison, que l'affaire ne sera jugée qu'après les élections législatives. La période électorale, déjà difficile pour la majorité après le renvoi de Chaban-Delmas, s'accommoderait mal des vagues que suscitera obligatoirement ce procès.

Saint-Laurent-du-Pont, 1 h 45, dans la nuit du samedi 31 octobre 1970. Ce soir, les affaires sont bonnes : plus de 300 jeunes sont venus danser et s'amuser dans une des meilleures boîtes de la région. Une centaine de couples évoluent sur la piste de danse du « 5-7 ». Comme dans toutes les boîtes, il fait très chaud, l'ambiance est suffocante, plusieurs danseurs sont torse nu.. Brusquement, le feu. La décoration en polyester se met à fondre. C'est la panique. Quatre minutes plus tard, il n'y a plus un cri : 144 jeunes gens viennent de mourir dans l'horreur. Les sauveteurs trouveront 70 corps enchevêtrés devant une des issues de secours bloquées de l'extérieur.

Deux jours après, « France-Soir » titre, sur cinq colonnes à la une : « Les Français veulent comprendre ». Le lendemain, après le Conseil des ministres, « France-Soir » écrit : « De toute façon, M. Pompidou est décidé à suivre personnellement le développement de l'affaire sur le plan administratif, afin que toute la lumière soit faite et à tous les échelons ». C'était, il y a vingt mois. Qu'en est-il aujourd'hui de ces belles promesses, de l'indignation calculée de certains de nos confrères ?

Au jour de l'ouverture du procès, dans le box des accusés, un homme, Pierre Perrin, maire de Saint-Laurent-du-Pont, supportera seul le poids des responsabilités administratives. Le juge d'instruction n'est pas remonté dans la hiérarchie. Personne de l'administration et encore moins de la Préfecture n'a été inculpé. Le secrétaire général de la Préfecture, Albert Uhrich, suspendu pour un temps, a retrouvé sa place. Jean Vaudeville, en poste lors du drame, est toujours préfet de l'Isère.

Des trois gérants du « 5-7 », un seul a survécu : Gilbert Bas, 28 ans. Face au tribunal, il lui faudra détailler les phases de la construction de sa boîte, raconter cette aventure de trois copains que fut le « 5-7 ». Seul, il lui faudra se défendre



avec un dossier accablant : tant d'erreurs, de négligences, volontaires ou non, de mépris de toute réglementation.

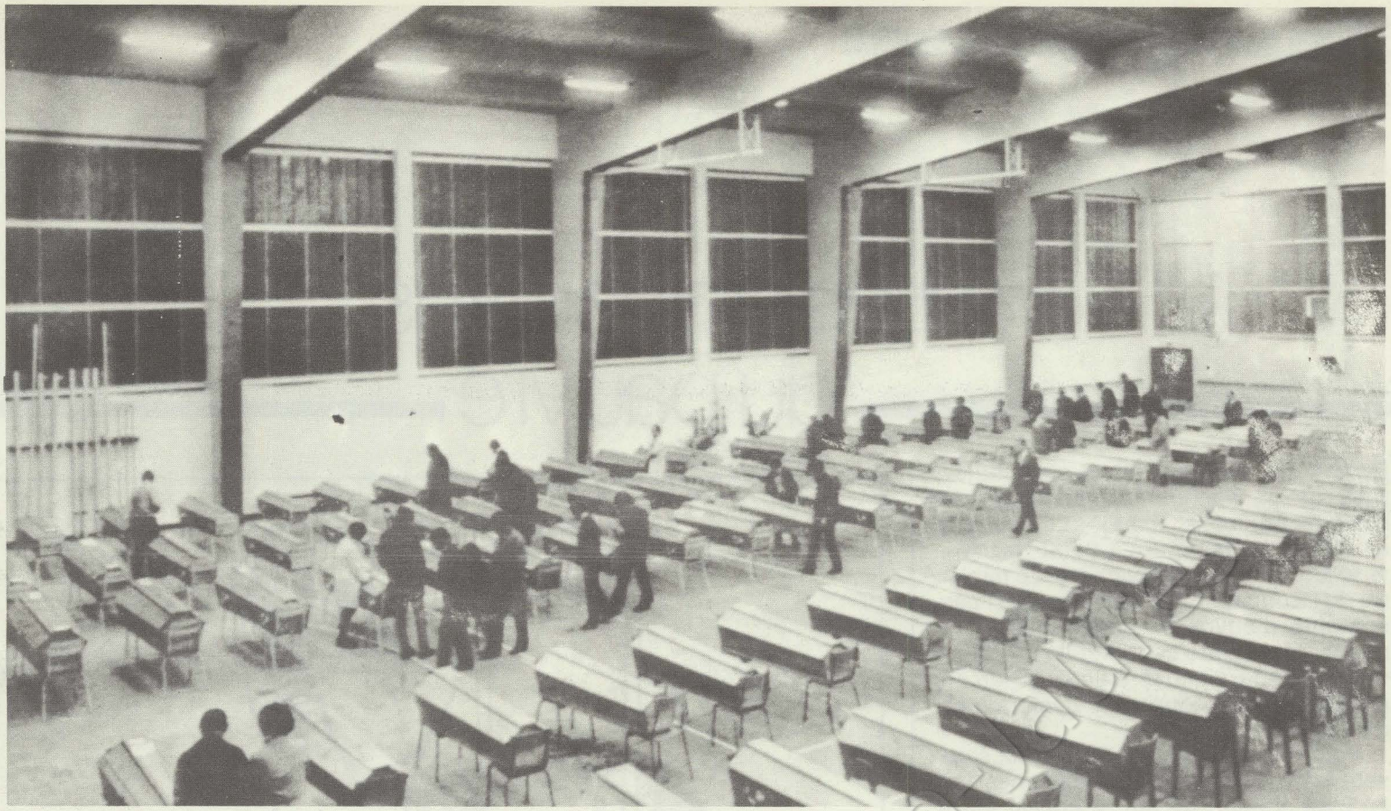
Et pourtant... La construction de cette boîte, son succès auraient pu être le symbole d'une certaine réussite sociale : trois jeunes gens d'origine modeste se lancent dans la création d'un dancing. Ils ont chacun quelques compétences : Jean-Paul Reverdy, fils de limonadier, connaît le métier. Gilbert Bas, ouvrier dans une scierie, s'occupera de la construction. A Jean-Louis Herbelin reviendront les problèmes artistiques : choix et engagement des orchestres, programmation des disques, sonorisation.

L' inspiration du moment

Le 13 juin 1969, Bas, Reverdy et Herbelin créent, par devant notaire, la Société civile immobilière de Chartreuse. Bas possède un terrain près de Saint-Laurent-du-Pont, il est donc le principal actionnaire de la société, avec 190 parts. Ses camarades se partageant, quant à eux, les 110 parts restantes. Mais il faut de l'argent pour acheter les matériaux de construction, la charpente métallique et les éléments de décoration qui se transformeront, au jour de la catastrophe, en gouttes enflammées. Le 20 mai 1969, ils empruntent 30 000 F au Crédit agricole mutuel de l'Isère. Le 3 novembre, un notaire de la région leur prête 160 000 F à 10,5 % d'intérêts.

L'argent et le terrain trouvés, les nouveaux associés se préoccupent des formalités administratives. Le 11 juin 1969, Bas, au nom de la société qui ne sera constituée que deux jours plus tard — première anomalie — dépose à la mairie de Saint-Laurent-du-Pont une demande de permis de construire. Le jour même, le dossier est transmis à la direction de l'équipement et du logement à la préfecture de l'Isère. C'est à elle, et non à la mairie, de délivrer le permis de construire, le dancing ayant une superficie supérieure à 500 m2. Le 30 juin 1969, la commission départementale de sécurité donne un avis favorable, sous réserve de l'observation de certaines prescriptions. Le 5 novembre 1969, le secrétaire général de la Préfecture de l'Isère accorde le permis de construire.

Tout serait presque en règle si les trois copains ne commençaient pas la construction dès le mois de mai 1969, c'est-à-dire un mois avant le dépôt du permis de construire, six mois avant l'attribution de celui-ci. L'argent court, il faut aller vite, très vite. Jusqu'au mois de juillet, les travaux de terrassement sont réalisés avec l'aide d'ouvriers et de copains désœuvrés. Une charpente mé-



tallique, achetée d'occasion, est démontée, puis modifiée et agrandie, enfin remontée au cours du mois d'août. Le jour où arrive le permis de contruire, le gos œuvre est terminé.

Faute d'argent et de connaissances techniques, les travaux donnent lieu à la plus totale improvisation. Sur le chantier, le bricolage est la règle. Les plans sont modifiés au gré de l'inspiration du moment ou des possibilités financières. On trace à terre les limites de la cuisine, des toilettes ou de la chaufferie. On implante ici et là des portes, un bar, une estrade. Sans trop savoir pourquoi. Résultat : à l'instruction, les experts relèveront 68 infractions aux règlements sur les constructions commerciales de ce type.

Les tabourets étaient en carton compressé. Les plaques d'insonorisation prenaient feu dès que l'on approchait une allumette. Deux extincteurs innommables étaient rangés dans une encoignure du « 5-7 » : un seul servira le soir du drame. Les sorties de secours au nombre de deux ne s'ouvraient pas de l'intérieur. Le branchement d'une bouche d'eau nécessaire en cas d'incendie n'avait pas été fait. L'installation de chauffage avait été montée sans le moindre respect de la réglementation. Voici les plus graves des 68 infractions que devaient relever les experts.

Répor se préfectorale

Le 28 mars 1970, c'est enfin le grand jour : l'ouverture du « 5-7 ». Les premiers clients trouvent l'endroit « sympa » et bien agencé : un hall d'entrée, la caisse, puis un tourniquet pour déjouer la « resquille ». Deux salles de danse et deux pistes légèrement surélevées. Dans un coin, le bar où règne Reverdy ; dans l'autre, l'orchestre de la boîte. La décoration en matière plastique donne l'impression aux clients qu'ils se trouvent dans une grotte. Deux loges surplombent les pistes de danse — c'est là que le feu prendra. Pour créer l'ambiance, des projections psychédéliques défilent sur un des murs. Bref, « on reviendra ».

Jusqu'au soir de la catastrophe, personne ne songera vraiment au feu. Le lendemain, Bas, effondré, confie à un journaliste : « Qui aurait pensé à un tel incendie ? » Puis vient le temps des responsabilités. Le premier visé est Perrin, le maire de Saint-Laurent-du-Pont. Pour l'accusation, étant sur place, le maire, disposant des pouvoirs d'un officier de Police judiciaire, aurait dû contrôler le « 5-7 » ; il ne pouvait ignorer l'ouverture de l'établissement. Toujours est-il que les trois associés n'ont pas déclaré à la mairie l'achèvement des travaux.

L'affaire pourrait en rester là, le maire supporter seul les fautes administratives. Mais la réalité est plus complexe. Le 20 août 1970, Herbelin demande au prefet de l'Isère l'autorisation de laisser ouvert le « 5-7 » toute la nuit à dater du 20 septembre. Après enquête de la gendarmerie locale, le secrétaire général de la Préfecture la lui accorde pour une période de six mois, par un arrêté du 7 octobre 1969. En clair, cela signifie que la Préfecture de l'Isère autorise le « 5-7 » à fonctionner la nuit, alors que cette même Préfecture ne lui a pas encore accordé le permis de construire et que la société d'exploitation n'est même pas créée ! D'autre part, on peut se demander sur quelles bases la gendarmerie locale de Saint-Laurent-du-Pont peut faire une enquête sur cette fameuse autorisation de nuit, alors qu'étant sur place, elle peut savoir très facilement si la boîte existe ailleurs que sur le papier...

Autre anomalie : l'E.d.f. fait les branchements électriques nécessaires sans s'être assurée au préalable que le « 5-7 » a reçu son certificat de conformité aux normes de sécurité. Le jour du procès, ces questions seront posées dans le prétoire. Il faudra bien leur trouver des réponses.

Après la catastrophe, le problème des commissions de sécurité a été posé et discuté dans la presse. Dans le département de l'Isère, les carences de l'administration préfectorale en la matière ne manquent pas. Le maire de Saint-Laurent-du-Pont n'apprendra qu'après la catastrophe qu'il était membre de la commission départementale de sécurité ! Depuis cinq ans, le préfet avait négligé de l'y convoquer. En quelques mois, 40 commissions auxiliaires de sécurité sont mises en place — après l'incendie — par la Préfecture. A Saint-Laurent-du-Pont, il n'en existait aucune, contrairement à la loi.

Il a donc fallu 144 morts pour que le préfet de l'Isère commence à faire son travail et pour que le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, se décide à rappeler aux préfets l'étendue de leurs pouvoirs et de leurs responsabilités en matière de sécurité, dans une circulaire du 11 février 1971 : « En votre qualité de dépositaire dans le département de l'autorité de l'Etat, votre rôle en matière de protection civile est essentiel, vos missions à cet égard engagent votre responsabilité au même titre, par exemple, que celle relative au maintien de l'ordre. »

De Marcellin au préfet de l'Isère, du maire de Saint-Laurent-du-Pont au gérant survivant, les responsabilités ont vité été trouvées. Seront présentés au tribunal correctionnel de Lyon seulement Pierre Perrin et Gilbert Bas. C'est tellement plus facile.

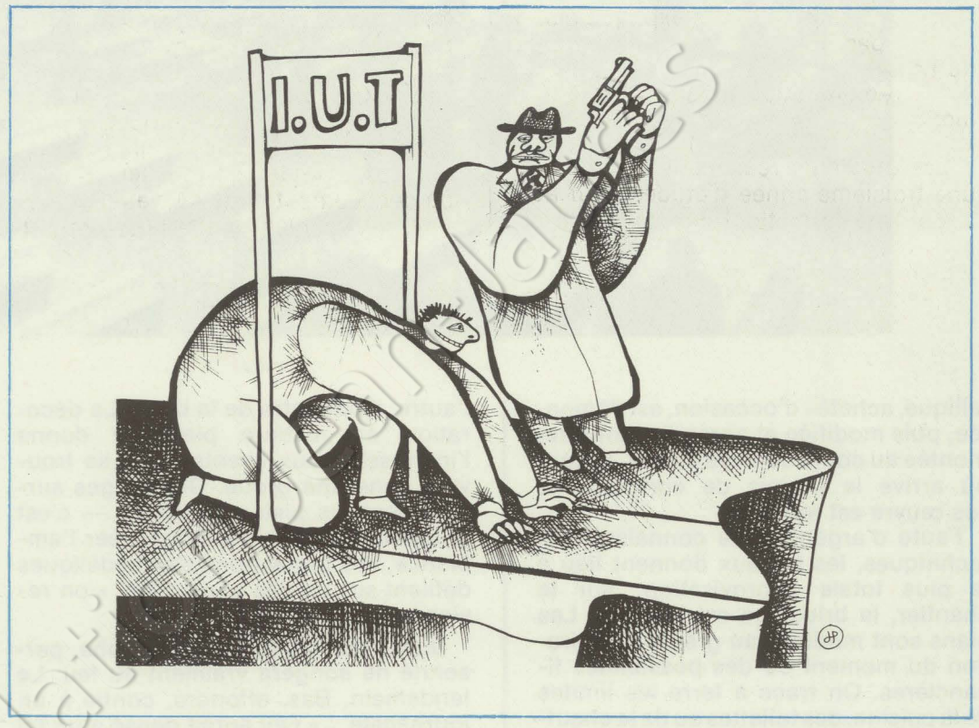
NICOLAS BRIMO

Les universités du pauvre

En six ans, la France s'est dotée de 57 Instituts universitaires de technologie (I.u.t.). Le dernier en date a été inauguré à Saint-Nazaire, le 10 juin, par Olivier Guichard. Le ministre de l'Education nationale ne s'est pas contenté d'ouvrir un nouvel établissement : c'est toute cette flotille universitaire un peu particulière qu'il a cherché à radouber. A coups de déçlarations d'intention.

Volontiers méconnus du public, souvent isolés dans les villes moyennes, les I.u.t. se situent, de fait, à cheval entre les enseignements secondaire et supérieur. Les étudiants en font les frais, et ils le savent : d'où leurs mouvements de grèves en mars dernier. En dépit des déclarations du ministre, leurs interrogations demeurent : à quoi servent les I.u.t. ? A quel métier un titulaire du diplôme universitaire de technologie (D.u.t.) peut-il prétendre ?

Le projet, au départ, était louable : pour les jeunes, créer un enseignement technique supérieur, leur donner en deux ans la possibilité d'exercer un métier, au lieu de les abandonner à la voie longue et hasardeuse des études en faculté ; pour les adultes déjà engagés dans la vie active, permettre le recyclage par l'éducation permanente.



Or, il y a loin du rêve à la réalité. Créés avec l'encouragement du Conseil national du patronat français essentiellement pour répondre aux besoins de l'industrie, les I.u.t. ont été construits un peu au hasard en France, le plus souvent sous la pression politique des notables du régime, sans tenir compte des besoins de la région.

Sous prétexte de décentraliser et de démocratiser, on a ouvert des départements sans être certain de trouver — tout au moins dans le secteur tertiaire — des débouchés sur place pour les futurs diplômés. Que vaut à Bordeaux un diplôme dans l'édition, quand toutes les maisons d'édition sont à Paris ?

Etre diplômé d'un I.u.t. n'est pas, en 1972, un bon ticket d'entrée dans la vie. La formation accélérée acquise en deux ans est certes rentable à court terme. Mais, en particulier dans le secteur secondaire, elle ne produit que des cadres au rabais, des ingénieurs sans le titre, que leur spécialisation vite périmée risque de conduire rapidement au chômage.

En règle générale, il n'est prévu aucune équivalence avec les examens de faculté. On aurait pu créer des « passerelles » vers un enseignement plus long pour les étudiants les mieux doués. Or, on bloque l'épanouissement intellectuel des individus en les cantonnant dans cette voie courte, en les obligeant à être des cadres moyens à vie. Le gouvernement y a tout intérêt. Aussi, un étudiant seulement sur dix peut-il poursuivre ses études en faculté, par dérogation — sur décision du directeur de l'I.u.t. et de la faculté d'accueil. On entre là dans le domaine de l'arbitraire.

Le cloisonnement permet une ségrégation de fait : d'un côté, l'université, mieux les grandes Ecoles, viviers de futures élites et de cadres supérieurs ; de l'autre, l'I.u.t., asile des étudiants modestes.

Les Instituts sont-ils autre chose qu'une fabrique de sous-cadres, fournissant au patronat une main-d'œuvre immédiate et bon marché ? La mauvaise foi du patronat est, à cet égard, flagrante : il reconnaît la valeur du diplôme, loue la qualité des étudiants formés en deux ans, mais souvent se refuse à introduire le D.u.t. dans les conventions collectives fixant la garantie de l'emploi, les indices de salaires, etc. Qui l'y contraindra ? Guichard, à Saint-Nazaire précisément, vient de faire des promesses : à compter du 1er janvier 1973, le D.u.t. devrait être reconnu dans les conventions collectives... Dont acte.

Quant aux débouchés, s'ils sont relativement faciles et nombreux pour les techniciens du secondaire, il en va diffé-

Mario Lodi
L'enfance en Liberté
Journal d'une expérience pédagogique
Traduit de l'italien par Viviana Paques
Etonnante expérience d'un groupe d'enfants, garçons et filles de 6 à 8 ans, pour " détruire la prison ".
Collection Témoins
Gallimard

remment dans le secteur tertiaire. Et l'angoisse des futurs animateurs socio-culturels, par exemple, s'explique aisément : pas de statut, pas de garantie de l'emploi, mais la vague perspective d'une rémunération médiocre pour un métier qui exige dévouement et don de soi.

Les étudiants réclament notamment une troisième année d'études pour acquérir une formation plus complète et plus théorique ; la normalisation des diplômes pour obtenir équivalences et échanges — par exemple, avec les ingénieurs allemands qui reçoivent le même type de formation en trois ans. La création, aussi, d'une maîtrise de technologie permettant une promotion et une intégration effectives dans l'enseignement supérieur.

Ouvert sur le monde

Les I.u.t. ne seront plus les parents pauvres de l'Université le jour où ils auront trouvé leur véritable identité : « petites grandes Ecoles », lycées techniques prolongés, ou vraies universités techniques supérieures. Leurs structures, leurs programmes, la présence de professionnels aux côtés des professeurs, prédisposent ces établissements à un enseignement plus ouvert sur le monde moderne. Reste à savoir si le gouvernement entend renoncer à sa politique, ambiguë et démagogique. Ou bien il confirme l'orientation prise en 1968 : faire des I.u.t. des instruments de développement culturel et économique dans des villes de province défavorisées ; ou bien les rattacher à des centres universitaires, où ils peuvent bénéficier de leur environnement et de leurs cadres.

Mais force est d'admettre que, pour l'instant, perdu à Rodez ou à Egletons, l'I.u.t. n'a d'universitaire que le nom.

ANNE FREDERIC

STATION SECURITE
Steier Pneus
213-219 avenue Jean-Lolive
93-PANTIN
844.36.80
96 point S
PNEUMATIQUES (°10.000 Kms)
EQUILIBRAGE - MONTAGE
FREINS-AMORTISSEURS-PHARES-
GEOMETRIE - PARALLELISME
CLE MINUTE - ACCUS
MEILLEUR ACCUEIL... REMISE DE 10 A 15 %
A TOUS LES LECTEURS DE « L'UNITÉ »

Construire, disent-ils

La conférence sur les cyclones est terminée depuis deux heures quand le téléphone sonne. « Tremblement de terre à 10 km au nord-est », annonce le correspondant. « Enfin ! » s'écrient d'une seule voix les quarante pensionnaires... Les équipes sautent dans leurs véhicules et filent vers le nord-est, munies de tout leur matériel de déblaiement et de sauvetage.

Si le tremblement de terre est fictif, le stage « action d'urgence » ne l'est pas, et tous les exercices se font avec le maximum de réalisme. Depuis douze jours, filles et garçons venus de huit pays négligent quelque peu les richesses touristiques de ce village de l'Ariège, pour se consacrer à toutes sortes de techniques : l'évacuation des blessés, les premiers soins, la consolidation de murs, les manœuvres combinées avec les sapeurs-pompiers, le maniement des sondes et — le plus important sans doute — la mise en confiance de la population, dont il faudra obtenir qu'elle participe.

Après le stage, quelques-uns des stagiaires se tiendront disponibles pour prendre un engagement d'une ou deux années dans un « Corps mondial de secours », qui travaillerait en liaison avec l'ONU. Réclamé par une trentaine d'associations, ce Corps verra peut-être le jour dans les mois qui viennent *(voir « l'Unité » n°7 : « De nouveaux casques bleus »)*. Et tous participeront, quelques semaines par an, aux activités des mouvements de chantiers volontaires, qui coopèrent entre eux au sein d'un organisme de cogestion — Cotravaux — et dont les animateurs ont encadré le stage.

Ils sont ainsi, chaque année, un million et demi de jeunes à travers les cinq continents à « faire des chantiers » pendant deux, trois ou quatre semaines. Souvent des secours d'urgence, ou de la reconstruction après les catastrophes naturelles. Mais aussi l'aménagement de villages, dans des régions déshéritées, des équipements touristiques, sportifs ou culturels, des travaux de protection de la nature, de l'aide aux vieillards, aux mal-logés, aux migrants...

On a souvent reproché à de telles entreprises de jouer les cautères sur des jambes de bois, de donner bonne conscience à peu de frais à leurs participants. Cette critique, qui n'a jamais été tout à fait fondée, l'est de moins en moins. Car les associations promotrices insistent de plus en plus sur le contexte économique, social et politique, invitent de plus en plus leurs adhérents à militer à plusieurs niveaux à la fois. C'est parfois dans les rangs de leurs volontaires qu'on trouve les contestataires les plus radicaux. Comme l'affirment, par exemple, les responsables du Service civil international : « Il ne suffit pas de faire un travail pratique tel que repeindre les maisons des vieillards, parce qu'alors nous sommes juste capables de changer un petit morceau de l'injustice pour la rendre plus supportable... Nous devons aussi analyser ces injustices pour en trouver les causes. »

Pour celui qui a déjà pris conscience, le chantier doit renforcer l'engagement par la confrontation quotidienne avec une situation précise. Pour d'autres, l'expérience « part de la découverte d'un problème, donne les moyens de fournir une première réponse à ce problème par l'intermédiaire du chantier, et doit se poursuivre au-delà. » C'est dans cet esprit que se dérouleront les stages de la « saison » qui commence le 1er juillet. Des stages où l'on trouvera tout ce qu'on voudra, sauf le paternalisme.

DANIEL MITRANI



Le rire de Marx Jr

Il y a quelques mois, Jean Yanne faisait voler les vitres avec un premier film encore un peu pataud, mais plein de verve, « Tout le monde il est beau... » C'est peut-être ce qui permet aujourd'hui, auprès du public français, la percée fulgurante d'un nouveau comique américain de 36 ans, Woody Allen, et de deux de ses œuvres : « Bananas » et « Prends l'oseille et tire-toi ». Yanne et Allen, deux comiques très dissemblables, mais avec une même frénésie d'iconoclastes s'exerçant, à l'occasion, sur les mêmes cibles : la radio-télévision, la publicité jésufiante, les puissants de ce monde...

La force de Woody Allen, réalisateur et acteur — nous ne le connaissions ici que comme scénariste de « Quoi de neuf, Pussycat ? » et de « Casino Royal » — c'est d'avoir créé un personnage à peu près neuf, reconnaissable de l'un à l'autre de ses deux films : un adolescent prolongé, rouquin chétif à grosses lunettes, libidineux mais complexé face aux femmes, maladroit et peureux comme un lièvre, volontiers aussi lunatique que son lointain cousin, le boy américain ébahi ou névrosé qu'a inlassablement dessiné Jerry Lewis.



Woody Allen.

Dans « Prends l'oseille », le premier film de Woody Allen, ce personnage se nomme Virgil : un « spécialiste » du hold-up, marqué par la malchance dès son enfance délinquante — racontée dans un pré-générique éblouissant. Dans « Bananas », Virgil est devenu Fielding, un intellectuel raté que son amour pour une gauchiste dodue entraînera à San-Marcos, en Amérique du Sud, pour voir ce que fait le Guevara local... jusqu'à ce qu'il se retrouve lui-même poussé à la tête de la révolution victorieuse.

Mais Virgil et Fielding, c'est tout un, un Américain moyen simplement un peu plus obsédé de sexe que la moyenne — ce Woody qui n'est pas de bois tourne actuellement « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir au sujet du sexe et que vous n'osiez pas demander » — et un peu plus généreux en aphorismes et anecdotes : « Je portais toujours une balle de fusil dans ma poche de poitrine. Un jour, on m'a lancé une Bible. En l'arrêtant, la balle m'a sauvé la vie. » « Je ne crois pas à une vie dans l'au-delà, néanmoins, j'ai toujours avec moi des sous-vêtements de rechange. »

En cela, il rappelle beaucoup W.C. Fields et le maître d'Allen, Groucho Marx. Mais il s'est inventé un style. Et fait notamment appel non seulement aux clins d'œil de cinéphile — dans « Bananas », le landau d'Einsenstein ou les porteurs de crucifix de Bergman, le cinéaste préféré d'Allen — mais aussi aux techniques récentes : archives filmées d'Histoire, interviews de témoins comme à la télévision, ou reportages, telle la retransmission, programmée en direct par une chaîne américaine, de l'attentat contre le dictateur de San-Marcos !

Télévision et C.i.a.

On ne sait d'où vient l'acharnement d'Allen envers ses têtes de Turc politiques, par exemple le F.b.i. et son chef Hoover — au procès de Fielding, après un témoin qui définit la trahison comme « le fait de penser différemment du président des Etats-Unis », vient déposer une énorme Noire qui déclare : « Je suis Edgar Hoover, mais j'ai beaucoup d'ennemis et je dois me déguiser ».

On sait, en revanche, d'où vient l'alacrité triste de Woody Allen envers l'environnement quotidien de l'Américain de 1972, la publicité, la violence dans le métro new-yorkais, la psychanalyse, la Justice U.s., la télévision... De sa propre histoire. Dans ce monde dur, le désarroi des pauvres, ce fils d'un petit joailler juif l'a éprouvé — « Comme mes parents n'avaient pas de quoi m'offrir un chien, ils m'ont donné une fourmi ; je l'ai appelée Médor ». Et aussi le handicap des faibles — « Je voulais être policier, mais il fallait avoir 1m80 et 20/20 de vision ; alors, j'ai pensé devenir un grand criminel, mais il fallait aussi avoir 1m80 et 20/20 de vision. » Et de même — Allen a été (mal) marié deux fois — l'institution matrimoniale : « Il faut mettre sa femme sous un piédestal. »

Peut-être avez-vous déjà bénéficié du téléphone arabe — au début, il n'y avait pas à Paris vingt spectateurs par séance pour voir les films de cet inconnu ; aujourd'hui, on s'y bouscule. Sinon, allez faire la connaissance d'Allen. Peut-être, au surplus, trouverez-vous que ses descriptions de la C.i.a. — intervenant militairement dans l'un et l'autre camp à San-Marcos, « afin de ne pas prendre de risques » — ou ses hypothèses sur l'hérédité chargée de Nixon expliquent bien des choses...

SERGE RICHARD

Un père, son fils...
" Éduquer Jérôme ? On n'éduque personne. On guette, on préserve on porte secours, mais on ne transmet rien... Ce que je souhaite, c'est fonder des rapports justes. Pas ceux de deux copains, ni ceux d'un père et d'un fils, ni ceux d'un maître et de son élève. Trouver une nouvelle forme de rapports."
HENRI-FRANÇOIS REY
Le barbare
Roman
ROBERT LAFFONT

Les Chinois et les autres

Où en est la politique extérieure de la Chine ? C'est l'une des énigmes les plus considérables de notre temps à laquelle aucun homme de gauche ne peut rester indifférent. Les années 1971-72 constituent sans aucun doute un grand tournant dont on ne sait pas encore sur quoi il débouchera.

Dans un livre ambitieux et documenté, Philippe Gavi étudie comment « Le triangle indien » est directement concerné par la redistribution des cartes dans les mains des grandes puissances, ainsi d'ailleurs que tous les pays du Tiers-Monde. Avec sympathie, mais sans la moindre complaisance, ce livre tente surtout de répondre à cette interrogation déterminante : la Chine est-elle en train de devenir, malgré son discours révolutionnaire, une grande puissance comme les autres ? (Le Seuil). En voici des extraits.

« Beaucoup de choses se sont passées depuis la fin de l'année 1970 : l'annonce du voyage du président Nixon à Pékin, l'indépendance du Bangla-desh, le soutien de la Chine au Pakistan, celui de Yahya Khan comme celui de Bhutto, l'admission de la Chine à l'Onu, les relations cordiales qu'entretiennent les dirigeants chinois avec des chefs d'Etat peu éclairés, du Soudan, de l'Ethiopie, de l'Iran par exemple, et la liste est loin d'être close, la dénonciation en Chine même des ultra-gauchistes, la mise à l'écart du vice-président Lin Piao, la lettre adressée par Chou En-lai à Mme Bandanaraike, stigmatisant la poignée de « guévaristes » qui ont cherché à soulever le pays, etc.

Tous ceux qui ont cru que la révolution culturelle allait déboucher sur une nouvelle conception des rapports entre l'Etat socialiste et les peuples du monde sont inquiets. La « générosité » de la révolution culturelle, l'espoir d'une participation active des masses aux décisions qui les concernent, semblent mal se concilier avec la plupart des décisions énigmatiques prises par les dirigeants chinois dans le domaine de la politique étrangère. (...)

Au racisme anti-jaune correspond une autre forme de racisme qui consiste à considérer les Asiatiques et surtout les Chinois comme des génies de l'astuce, des cerveaux supérieurs, des champions du coup fourré. On postule alors artificiellement une continuité alors qu'il y a eu changement de programme, une infaillibilité alors qu'il y a eu erreurs d'appréciation, une cohérence alors que plusieurs lignes s'affrontent.

La réaction d'un grand nombre d'amis de la Chine en 1971 est bien caractéristique de cette attitude proche de l'idolâtrie. Plutôt que de s'interroger vraiment sur les principes de politique étrangère réellement suivis par la Chine, ils ont d'abord cherché à la défendre, à rejeter toutes critiques, à nier ce qui était évident pour parfois faire dire aux textes chinois ce qu'ils ne disaient pas et à ne pas leur faire dire ce qu'ils disaient, à nous assommer avec une science théorique, le poids d'une lecture attentive de tous les classiques du marxisme-léninisme, à utiliser, en dernier argument, l'idée que les Chinois sont plus astucieux que tout le monde, et que, si l'on ne comprend pas maintenant, on comprendra plus tard. Ils ont d'abord nié qu'il y a eu des morts pendant la révolution culturelle. Puis l'existence d'un culte de la personnalité de Mao que Mao a lui-même dénoncé plus tard. Puis la réalité d'une lutte contre les ultra-gauchistes chinois. Puis la mise à l'écart de Lin Piao. Jamais on n'a lu de mise au point, de mea culpa, d'autocritique. Jamais on n'a trouvé un peu de modestie dans les appréciations, de prudence aussi. (...)

L'ouvrier de Pékin qui lit la presse chinoise ignore complètement ou à peu près l'existence des Tupamaros en Uruguay, des mouvements de libération armée au Brésil, au Venezuela, en Colombie, en Argentine, au Nicaragua, au Guatemala, au Mexique, ainsi que les luttes menées par les Zengakuren japonais...

En fait, toute la stratégie chinoise depuis un an s'inscrit sur la même toile de fond : 1) développer les contradictions entre les deux superpuissances, et entre ces deux superpuissances et les autres pays du monde ; 2) s'attaquer à l'Union soviétique, au social-impérialisme, et dans chaque pays au révisionnisme comme l'ennemi principal ; 3) sauvegarder la sécurité de la Chine en rompant l'encerclement ; 4) alimenter quelques foyers de lutte armée en guise de fronts secondaires pour disperser les forces de l'ennemi.

L'assistance aux pays moyens et petits et l'utilisation des Etats-Unis contre l'U.r.s.s. ne veut pas dire que la Chine trahira les mouvements qu'elle soutient, et surtout les Vietnamiens. Non : les Chinois sont des communistes et leur politique d'Etat est très différente de celle de l'U.r.s.s., même si elle peut paraître identique sous certains aspects. S'ils établissent des rapports cordiaux avec un régime de dictature ou un gouvernement semi-démocratique corrompu, ce n'est pas pour ouvrir des marchés à leurs produits, trouver une main-d'œuvre à bon marché, se procurer à bon compte des matières premières ; ce n'est pas non plus parce qu'ils croient à la transition pacifique et à l'Etat de démocratie nationale, à la révolution par le renforcement du capitalisme et à la victoire du parti prolétarien par un processus parlementaire. Les maoïstes continuent de défendre que « le pouvoir est au bout du fusil » et précisent que la Chine se refuse à jouer un rôle hégémonique dans le mouvement communiste international. En réalité, ces rapports amicaux établis avec des régimes que les Chinois n'approuvent pas découlent d'une estimation des rapports de force : rapports de force entre les puissances impérialistes, entre les puissances impérialistes et la Chine, et entre les puissances impérialistes, les régimes « neutralisés » par la Chine et les mouvements révolutionnaires au sein desdits pays neutralisés.

Cela dit, la pratique chinoise se distingue mal, dorénavant, dans sa politique étrangère, de celle qu'ont eue et que continuent d'avoir les Soviétiques, eux dont on stigmatisait naguère les livraisons d'armes à des régimes réactionnaires, dont on dénonçait l'assistance économique accordée à des gouvernements bourgeois, permettant à ces derniers de mieux surmonter la crise suscitée par le développement des luttes populaires. A cette seule différence que les Chinois s'attaquent à l'influence soviétique et aux féaux de Moscou, alors que les Soviétiques s'attaquaient à l'influence et aux féaux des Etats-Unis. (...)

Le virage s'amorce déjà dans la littérature d'espionnage. On a eu les agents de la C.i.a. contre ceux du K.g.b. soviétique. Puis les uns et les autres se sont alliés tactiquement contre les diaboliques agents chinois qui menacent la paix du monde. Maintenant, on a déjà quelques cas où les agents américains ont pactisé avec des agents chinois contre d'autres Chinois ultra-gauchistes, par exemple. A quand l'union sacrée des agents des trois pays contre le petit paria de Ceylan, de France ou du Soudan ? »

La Rive gauche sur le sable

Chaque été au Lavandou, John est le photographe des plages. Rien de conventionnel : une tête d'illuminé surmontée d'un chapeau informe, un clochard en jeans sorti d'un décor de Patrice Chereau. Le « Festival sur le sable » a transformé la vie de John : il s'est d'abord répandu, seau de colle à la main, dans toute la région pour placarder les belles affiches de Folon ; il a ensuite passé ses journées à s'époumoner dans les haut-parleurs de la voiture-annonce du festival : « Ce soir, à 21 heures, sur la plage du Lavandou... »

De même pour Dominique. Cette jeune fille faisait de l'auto-stop en direction de Nice, où elle devait prendre un avion. Survint Olivier Lorsac, « père » du Festival, qui l'a prise à bord de son véhicule... Huit jours après, Dominique était toujours au Lavandou et avait organisé, jusqu'au dernier soir, toute la partie cinéma du Festival.



La troupe du « Vrai chic parisien ».

Comme le T.n.p. débutant

Le Festival sur le sable fut entièrement à l'image de ces deux personnages : démarré comme une aventure, agrandi par de multiples soutiens, il se révéla bientôt une fête, quelque chose comme un banquet que personne ne voulait plus quitter. A coups de soleil, d'amitié et d'imagination, les sceptiques ont été balayés. Et ceux qui n'auront pas été — par mépris ou manque de lucidité — au rendez-vous de l'an I du Lavandou finiront par le regretter.

Car ils auront beaucoup manqué : les petits matins d'après-spectacles où l'aube blanche surprenait les copains de la bande à Higelin épuisés de danse et de musique dans les sous-sols d'un restaurant ; des enfants de trois ans montant sur le plateau et essayant les percussions et le piano... pendant le spectacle de Brigitte Fontaine et Areski ; les petits déjeuners au pastis avec la troupe du Café de la Gare pendant que les employés municipaux ramassaient les poubelles ; Rufus peignant la pancarte « Bureau du Festival » ou dessinant sur un blockhaus un énorme chien ; Jérôme Savary et son équipe multipliant parades et aubades au coin des rues ; enfin et surtout cette dernière soirée impromptue, voulue par les artistes, débordant le programme initial et s'érigeant en spectacle collectif, avec pour coauteurs Jean-Pierre Sentier, Romain Bouteille, Patrick Dewaere, Rufus, le Grand Magic Circus, etc.

En s'éveillant de cette semaine échevelée, on ne peut pas ne pas penser aux débuts du T.n.p., aux premiers weekends de Suresnes. La même joie naissante. Les mêmes débordements. Les

La lumière de Furax

Le quatrième tome de « signé Furax » (Edition spéciale) tient les promesses de ses aînés. Savant dévoyé, le professeur Moschmosch invente un courant électrique qui, outre la lumière, répand le farniente, le je-m'en-fichisme et l'euphorie. Aux mains de Furax, cette découverte risque de mener au crépuscule de notre société. Mais Black and White, Asti Spumante et Théo Courant interviendront à temps. D'inspecteurs de police déguisés en plantes grimpantes aux procès agrémentés de spots publicitaires au milieu des audiences, nous suivrons la course aux escalopes panées antiradiations. Pierre Dac et Francis Blanche, assistés de notre collaborateur Henri Marc, ont préparé un très savoureux cocktail de Welles et de Ponson du Terrail.

D. M.

Poètes de langue française

Le dernier numéro de « Poésie 1 » est consacré à la poésie française de Belgique. De la qualité des précédentes livraisons où la jeune génération côtoyait Sabatier, Cocteau, Cadou, Bosquet, Ghelderode, Rousselot et les classiques préfacés par Mounin, Clancier, etc. Pour rajeunir encore ses troupes, « Poésie 1 » (184, boulevard Saint-Germain, Paris VIe) organise, jusqu'au 31 juillet, un concours ouvert à tous les poètes de langue française, doté d'un prix de 5 000 F.

S.R.

La légende des sigles

Le discours sur les mouvements de jeunesse évoque souvent la leçon d'algèbre : « C.n.a.j.e.p. plus C.r.i.f., puissance C.f.m.j. égale C.o.l.i.n.a.t. sur C.l.i.p.r.o... C.q.f.d. ». Derrière cette hermétique légende des sigles, une foule d'associations, aussi nombreuses, aussi diverses, aussi vivantes que les courants qui parcourent la jeunesse française. Elie Ferrier a parfaitement dégagé les traits marquants, montré tout ce que ce fourmillement, ce bouillonnement d'activités apportent à la construction de l'avenir, à la formation de citoyens engagés et habitués à prendre leur responsabilité. (La Documentation française, 31, quai Voltaire, PARIS VIIe).

D. M.



Photo de famille du premier Festival du Lavandou.

organisateurs pensaient avoir inventé simplement un nouveau cocktail ; ils ont permis à une nouvelle génération de tirer un véritable feu d'artifice. Les laissés pour compte du Café-théâtre, catalogués comme purs fruits du parisianisme, ont rencontré en six soirées près de quinze mille personnes qui n'avaient jamais mis les pieds sur la Rive gauche. Le public n'était pas moins heureux, lui qui s'attardait sur le sable bien après le spectacle.

Le Café de la Gare et Romain Bouteille avaient annoncé la couleur : « Notre travail ressemble aux vacances et les vacances au plaisir. » Rufus avait dit : « Nous allons être tous ensemble pendant quelque temps ; j'ai l'air malin, moi, avec ma solitude. » Coluche est arrivé en braillant et en menaçant ses amis du « Vrai chic parisien ». Brigitte Fontaine avait mis son tablier : « En fait, on est venus parce qu'il fait beau. » Jérôme Savary avait montré ses quinze tonnes de décors : « On a toujours besoin d'un peu de vaisselle pour faire sa cuisine. » Sous les boutades, perçaient les intentions : ils étaient venus pour faire une grande fête, « tous ensemble ».

En acceptant le matériel, l'équipement et l'accueil d'une municipalité audacieuse, les adeptes du « hors-circuit » ont créé un circuit nouveau et multiforme : le rendez-vous d'été du café-théâtre avec ses arpenteurs de scène, ses clowns en larmes, ses révoltés et ses grands cœurs. Des bribes, des sketches, des spectacles, un film censuré (« Fritz the cat »), des orchestres, des chansons, le tout composant une nouvelle occasion de rire, de se rencontrer, de dialoguer, de refaire le monde en plein soleil loin des brumes pompidoliennes : « Festival sur le sable ».

John a repris son appareil et photographié les vacanciers qui débarquent, pâles et fatigués. Hier encore, il y avait trois mille personnes au Lavandou ; aujourd'hui, ils sont cinquante mille. John est retourné à son job. Mais avec un autre esprit et des rêves plein la tête. Dans un an, le Festival recommence.

JEAN MONTAGNARD

Où en sont les gauchistes

Quatre ans après Mai 68, où en sont les gauchistes ? Il ne fallait pas moins de 13 journalistes pour balayer dans ce numéro spécial de « la Nef » (juin-septembre 1972) l'espace politique qu'ils occupent, pour faire un recensement méthodique des ligues, tendances, mouvements et alliances qui se partagent l'héritage des groupes de Mai.

Après l'historique et les grandes familles, voilà le temps des affrontements : le P.c. et les gauchistes, les gauchistes face aux syndicats. Cet excellent numéro de « la Nef » restera la première tentative cohérente de lecture politique du phénomène gauchiste.

N. B.

Télévision: au risque de vous plaire

Week-end chargé pour les téléspectateurs et auditeurs amateurs de lyrique : « Le Fou » de Marcel Landowski, avec Jane Rhodes, vendredi (20 h 30, France-Culture) ; Régine Crespin dimanche à Musique en 33 tours (12 h 30, ch. 1) ; toujours dimanche, « Cosi fan tutte » de Mozart, avec Gundula Janowitz et Karl Böhm dirigeant le Philharmonique de Vienne (20 h 30, ch. 2).

VENDREDI 7 JUILLET

Tennis à Wimbledon (14 h, ch. 1- également samedi, même heure).

Une des grandes pièces de Giraudoux, « Electre », par les Comédiens-français (20 h 40, ch. 1).

« L'Ecole des veuves », un acte de Cocteau, et « La première famille », de Supervielle (20 h 10, France-Inter).

SAMEDI 8

Un conte fantastique, « La tuile à loups » (20 h 40, ch. 1).

Le 6e épisode de Mandrin (21 h 45, ch. 2).

« Sandwich », une dramatique prometteuse de Jeanine Worms (21 h 50, France-Culture).

DIMANCHE 9

Premier épisode d'un nouveau feuilleton, « Quentin Durward », de Gilles Grangier (13 h 15, ch. 1).

Pour les amateurs de football : finale de la Coupe de l'indépendance au Brésil (21 h 55, ch. 1).

Ciné-club : « J'accuse », d'Abel Gance — sublime ou ridicule ? (23 h 25, ch. 2).

« Domino », une pièce d'Achard (14 h 45, France-Culture).

LUNDI 10

« Les nouveaux Robinson », dans la série Arguments (21 h 30, ch. 1).

MERCREDI 12

Toute la passion de Renoir au service d'un immense film historique, « La Marseillaise » (20 h 30, ch. 2).

Serge Reggiani au Grand Echiquier (20 h 40, ch. 1).

La réunification souterraine

« L'Allemagne, inévitablement, sera un jour réunifiée. Sur des bases nouvelles, bien entendu. D'ailleurs, l'Allemagne est déjà unie. Sur des bases secrètes, comme vous le savez ».

L'homme qui tient ces propos n'est pas l'un de ces vieillards nostalgiques et d'ailleurs parfaitement inoffensifs qui rêvent encore dans les bourgades de Souabe à l'Allemagne d'autrefois, immense et impériale. Il est ingénieur, il a trente-six ans, il habite Berlin. Berlin-Pankow, capitale de la République démocratique allemande, celle que n'a pas visitée Georges Pompidou lors de son voyage outre-Rhin des 3 et 4 juillet. Cet homme a grandi dans la notion obsédante d'« abgrenzung », c'est-à-dire du repli sur soi-même derrière une frontière inviolable. Il est devenu adulte à l'ombre d'un mur et, pour qui connaît la rigueur et la prudence des techniciens-fonctionnaires de la R.d.a., ses quatre phrases sont stupéfiantes !

Jusqu'à l'année dernière, c'est-à-dire du vivant politique de Walter Ulbricht, de pareilles réflexions étaient inconcevables. Et c'est bien de cela qu'il s'agit : avec Erich Honecker, et depuis la signature en avril dernier d'un traité sur la circulation entre les deux Etats allemands, deux catégories de la conscience est-allemande– parfaitement compatibles au pays de la dialectique — sont apparues en pleine lumière. D'une part un sentiment national très vif, très orgueilleux, se fortifie de la reconnaissance implicite émanant du traité. Ensuite, au fil des discussions, dans les clubs de Berlin et les brasseries de Dresde ou de Leipzig, on perçoit souvent comme un étonnement, une humiliation presque d'avoir à passer des accords avec l'Allemagne reconnue : « Car après tout nous sommes Allemands », et « Dans le domaine des échanges économiques, il n'y a jamais eu qu'une seule Allemagne ». L'année dernière, à Bruxelles, Luns ne disait rien d'autre quand il dénonçait la R.d.a. comme un partenaire clandestin du Marché commun.

Bases secrètes

La guerre froide, en effet, ainsi que le « renforcement de la frontière » et les cris de haine échangés pendant 25 ans entre Bonn et Berlin, n'ont jamais entraîné la remise en cause de certaines réalités : 70 % environ des exportations de la R.d.a. vers l'Occident sont destinées à la République fédérale ; les produits est-allemands ne sont pratiquement pas taxés ; les tarifs postaux sont les mêmes pour les deux Allemagnes ; il y a déjà plusieurs années, enfin, qu'une société, la Gefi, a été créée en République fédérale, dont la fonction unique est d'investir en « zone est ». Ce sont des choses qui comptent. Surtout, ce sont bien là les « bases secrètes » d'une Allemagne unifiée.

Rien à voir, bien entendu, avec le grand rêve de Bismarck. A la surface des choses, on ne voit pas comment les structures politiques pourraient être modifiées. Le mur de Berlin est en place, sauf imprévu, jusqu'à la fin du siècle et au-delà. Le Brandebourg, le Mecklenbourg, la Saxe et la Thuringe, glacis avancé du dispositif offensif-défensif du Pacte de Varsovie, resteront communistes...

Seulement, à force de petits accords, de micro-traités, d'aménagements inaperçus, une certaine Allemagne unifiée dans le réalisme risque de surgir des profondeurs. A cet égard, on n'a peut-être pas suffisamment prêté attention à l'interview accordée par Honecker, le 26 avril, au journal de son propre parti, « Neues Deutschland ». Le Premier secrétaire du parti S.e.d. déclarait au passage que les temps du « nebeneinander » (coexistence) étaient révolus. Désormais, il s'agissait de vivre ensemble — « miteinander ». Bien que le lendemain Grünberg, membre du Polibüro de Berlin-Est, ait réaffirmé que toutes les forces socialistes devaient être mobilisées « pour la lutte contre l'impérialisme », la petite phrase d'Honecker restait là pour la postérité. Elle marquait bel et bien la fin de l'ère Ulbricht et, d'une certaine manière, un assouplissement de « l'abgrenzung ».

La R.d.a. est pressée

Depuis, le premier traité « d'Etat à Etat » a été conclu entre les deux Allemagnes, les négociations ont repris à Berlin entre Egon Bahr (R.f.a.) et Michael Kohl (R.d.a.). Négociations devant aboutir à un traité général, prélude indispensable à l'admission aux Nations unies de la R.f.a. et de la R.d.a. En principe, ce sont deux conceptions de l'Allemagne, deux philosophies politiques qui s'affrontent à Berlin depuis le 15 juin.



Egon Bahr (R.f.a.) et Michael Kohl (R.d.a.).

Pour Berlin-Est, il ne peut s'agir que d'un traité international, sanctionnant la reconnaissance officielle de la R.d.a. Pour Bonn, l'accord final doit porter essentiellement sur les rapports spécifiques inter-allemands. En façade, Kohl paraît inébranlable. Et puis, avant même que débutent les conversations, on apprend que le directoire politique de Berlin aurait par avance renoncé à l'échange d'ambassadeurs entre les deux capitales...

C'est là une attitude typique de l'Allemagne de l'Est depuis un an environ :



Walter Ulbricht.



Retrouvailles après le passage du mur à Berlin.



Erich Honecker.

simultanément, on réaffirme avec violence les principes les plus rigoureux, et l'on fait des concessions inimaginables dans un passé récent. Il y a deux raisons à cette tactique.

La première, c'est que la R.d.a. est pressée. A force de répéter qu'elle était, avec 17 millions d'habitants, la septième ou huitième puissance économique du monde, que sa décentralisation industrielle, son parti pris d'automation étaient autant de modèles pour les autres pays socialistes, on n'a pas vu qu'elle avait attrapé, par contagion directe, la maladie polonaise : montée en flèche du coût de la vie — dans la proportion moyenne de 20 % en deux ans — et pénuries diverses dues à une mauvaise distribution. Le Bureau politique de Berlin, littéralement traumatisé par les événements de Pologne en 1970, a décidé alors d'arrêter net la croissance — au moins provisoirement — au profit de la consommation. Les milliards de marks versés par la République fédérale en remboursement de vingt ans de frais postaux arrivaient à point nommé ! On les a presque intégralement utilisés à remonter certains bas salaires et à importer des bananes, du café en poudre, des collants de nylon...

Dans le même temps, le rythme de production de la « Trabant », la voiture nationale, était réduit de moitié. Pas rentable... Beaucoup d'observateurs sont consternés par l'échec d'une des expériences économiques du monde socialiste les plus intéressantes. Il reste que le « nachmittag » (après-midi), jeu de mot sur le nom de l'auteur du « miracle est-allemand », Günther Mittag, ne peut devenir un principe de politique économique qu'à la condition de normaliser et de rationaliser les échanges avec l'Ouest, autrement dit avec l'Allemagne fédérale.

Affaire de culture

Dans cette nouvelle perspective, la fameuse « reconnaissance », réclamée à cor et à cri depuis tant d'années, passe au second plan. A Berlin, on ne l'évoque presque plus — elle deviendra d'ailleurs une réalité au plus tard à l'automne 1973. On sait simplement — et les Polonais peuvent en parler savamment — que le seul Comecon, par son principe même, est impuissant à favoriser l'expansion de l'Allemagne démocratique. Il n'est pas certain non plus que les Soviétiques tiennent particulièrement à donner en exemple une Allemagne, quelle qu'elle soit, à leurs partenaires en difficulté.

En bref, un accord distinguant à jamais, et en profondeur, l'une de l'autre Allemagne serait pour la R.d.a. une mauvaise affaire. Willy Brandt le sait fort bien : par nécessité vitale, la R.d.a. est prête à des concessions qu'elle n'aurait jamais faites dans le passé et auxquelles elle se refusera une fois son équilibre économique rétabli.

La deuxième raison de la souplesse actuelle de la R.d.a. relèverait plutôt de la susceptibilité. Elle est exclusivement politique. Lors de la conférence quadripartie de l'année dernière, chacun a pu remarquer l'exaspération des autorités de Berlin-Est. Il est clair désormais que l'Allemagne démocratique veut prendre son destin en main. Ulbricht, mal aimé de l'histoire, trop souvent et trop facilement présenté sous les traits d'un stalinien borné, s'était, par exemple, violemment opposé à ce que le nouveau statut de Berlin soit défini sans que la R.d.a. ait fait entendre sa voix, « l'alliance inconditionnelle avec l'Union soviétique n'étant pas synonyme de féodalité ».

Autre élément que Brandt n'ignore pas : quelles que soient la nature des régimes et les différences de langage à l'intérieur d'un même idiome, la deuxième Allemagne ne se sentira elle-même qu'en prouvant son existence par un accord avec la première. Les Grands n'y peuvent rien. C'est affaire de culture. Etant entendu que le romantisme fut d'abord, en Allemagne, une option politique.

→

→

Singulièrement, Rainer Barzel, leader de l'opposition chrétienne-démocrate de la République fédérale, ne semble pas l'avoir compris d'emblée. En imaginant, dans un premier temps, qu'il pourrait faire tomber Brandt sur la ratification de traités qui rapprochent en sous-main les deux Allemagnes, il s'opposait à la volonté, parfois secrète, de tout un peuple. D'où la sérénité du chancelier avant les élections dans le Bade-Wurtemberg, et lors du débat au Bundestag. Barzel a ainsi subi un échec qui a sérieusement entamé son prestige au point que la droite de son parti parle maintenant de lui trouver un successeur comme futur candidat à la Chancellerie.

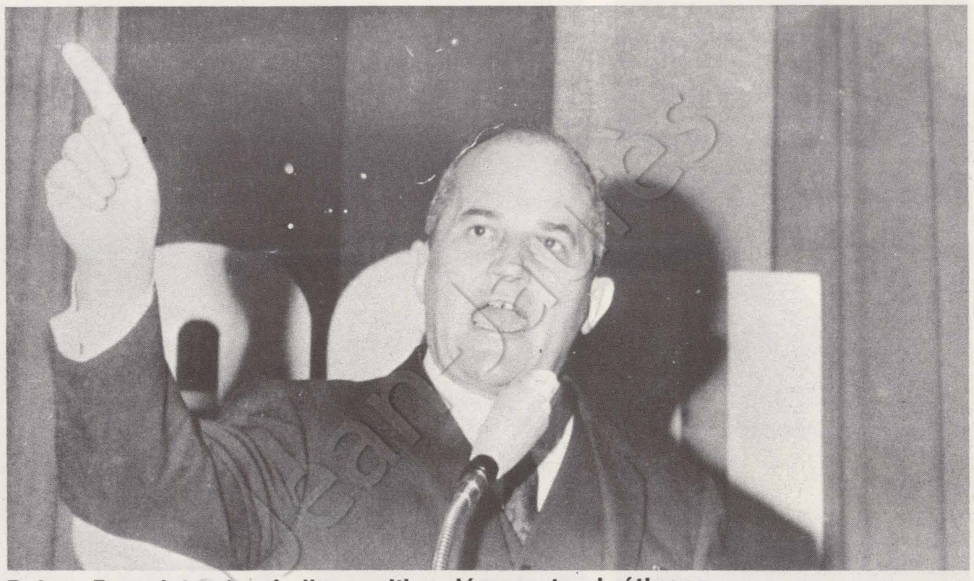
En attendant, les formalités aux frontières deviennent de moins en moins tracassières. Bien sûr, les vopos continuent de saisir la « littérature anti-communiste » et les « écrits licencieux ».

Les voitures, à Helmstedt comme à Brewitz, sont toujours fouillées, sondées jusqu'au châssis. Mais les Berlinois de l'Ouest peuvent aller désormais à Berlin-Est ; sans que l'on passe pour autant de nouveaux accords, le délai d'attente, officiellement de six jours, sera, quand de nouvelles brèches seront pratiquées dans le mur, réduit à quelques heures ; on distribue comme des petits pains les visas « pour l'ensemble du territoire de la R.d.a. » Quant aux passages d'Est en Ouest, il est prévu d'abaisser progressivement la limite d'âge des personnes autorisées à visiter leur famille en Allemagne fédérale. Tout se passe comme si l'Allemagne, en 1972, se retrouvait à pas comptés. Le mouvement est irréversible. Il transcende les idéologies. Pour l'avenir, il est indispensable d'en être conscient.

Les perspectives à Bonn

Et l'avenir, c'est à Bonn qu'il va se jouer, probablement, à l'automne prochain.

Les sondages les plus récents donnent, en cas d'élections fédérales immédiates, une majorité de voix à la coalition gouvernementale (49 % S.p.d., 5 % F.d.p.) avec 43 % à la C.d.u.-C.s.u., le reste allant à d'autres partis. Les préférences de la population vont également à Brandt : fin mai, sa « cote » était à 52 %, alors que celle de Barzel n'atteignait que 31 %.



Rainer Barzel, leader de l'opposition démocrate-chrétienne.

Il s'agit donc pour le gouvernement de provoquer une dissolution du Bundestag avant terme et d'organiser de nouvelles élections en automne, c'est-à-dire après les Jeux olympiques de Munich. Deux possibilités s'offrent :

▶ chercher un accord avec l'opposition en faisant jouer la pression de l'opinion publique en faveur d'un Parlement « gouvernable »... Il paraît douteux cependant que la C.d.u. s'engage dans cette voie ;

▶ manœuvrer de façon que le chancelier tombe sur le rejet d'une motion de confiance — en obtenant moins de 249 voix, majorité absolue. Dans ce cas, l'opposition pourrait toujours s'opposer à la dissolution du Bundestag par le biais d'une « motion de défiance constructive ».

Un gentleman's agreement sur l'organisation des élections anticipées — dans la seconde moitié de novembre 1972 — n'est cependant pas à exclure car, malgré les réticences au sein du cercle dirigeant chrétien-démocrate, une attitude qui viserait à bloquer systématiquement les activités gouvernementales ne serait guère payante aux yeux des électeurs. En outre, une fin prochaine de l'interrègne actuel permettrait à Barzel d'échapper à une usure progressive de sa position et de rester candidat à la Chancellerie.

L'état de paralysie totale qui caractérise la situation intérieure en République fédérale donne paradoxalement une assez grande liberté d'action au gouvernement pour ce qui est de la politique extérieure. Etant donné la popularité de l'Ostpolitik de Brandt, l'opposition doit éviter de faire à nouveau figure « d'empêcheur de tourner en rond » et laissera donc, selon toute vraisemblance, passer l'accord sur les transports avec la R.d.a. et la série d'autres accords et engagements à conclure avec l'U.r.s.s., de nouveau avec la R.d.a. (traité général sur les rapports inter-allemands), ainsi qu'avec la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie sur l'établissement de relations diplomatiques. Il est même certain que le gouvernement fédéral exploitera cette situation de « faiblesse-force » pour accélérer ce processus de normalisation bilatérale avec les pays de l'Est — afin de pouvoir se présenter avec un maximum de résultats tangibles.

Il y a peu, Barzel venait à Paris, se présentant sans détour non comme le chancelier d'après-demain, mais comme le chancelier de demain. A l'Elysée aussi bien qu'au Quai d'Orsay, il y eut plus d'une oreille pour l'écouter et le croire. Cette perspective paraît bien s'être éloignée, malgré le profit que l'opposition espère tirer de la démission de Karl Schiller, le ministre de l'Economie. Supposons cependant que Barzel accède à la Chancellerie. Que ferait-il alors ? La même chose, en gros : quelques pas de plus vers une certaine unité de l'Allemagne. Des pas plus lents, simplement.

PHILIPPE GANIER-RAYMOND

La grande nouvelle

« J'apprends la grande nouvelle : la conclusion d'un accord de gouvernement entre les deux grands partis de gauche française, le vôtre et le mien. C'est avec une profonde satisfaction et une très grande joie que j'accueille cette nouvelle et que, en tant qu'ami de longue date, je vous adresse, ainsi qu'à François Mitterrand et à « l'Unité », toutes mes plus chaleureuses félicitations et mes vœux de puissants progrès de l'union populaire dans les mois à venir.

Je vous annonce ma décision de renouveler mon abonnement à « l'Unité », et tiens une fois de plus à vous exprimer mon estime et mon amitié pour les camarades socialistes et mon désir constant que communistes et socialistes collaborent toujours fraternellement à l'avenir. » (Jean-Pierre Tixier, 63-Thiers).

Le scandale de la privatisation

« Nationaliser n'est pas forcément socialiser. La gestion par l'Etat n'est pas forcément la gestion par les travailleurs. Transférer, offrir au secteur privé des missions, des activités « avec armes et bagages », confiées jusqu'alors à des organismes du secteur public, c'est choisir de renforcer, donc de prolonger, le capitalisme privé.

Face à la dépossession du secteur public, au profit d'une privatisation accrue, les travailleurs doivent défendre les acquis de la collectivité, quels que soient les motifs invoqués pour dénationaliser.

Ce n'est pas accuser les « responsables » d'incompétence que de leur reconnaître l'intention délibérée, étudiée, de transférer l'outil de travail collectif, pour en faire cadeau aux « profiteurs », au lieu de chercher des remèdes appropriés aux besoins de la collectivité nationale dont ils devraient être les serviteurs. C'est bien établir le bilan de leurs « efforts » pour la « nouvelle société ». Cette société qui a une propension, semble-t-il naturelle, aux scandales, à la tricherie, à l'escroquerie...

Les travailleurs des secteurs aujourd'hui concernés, C.e.a., C.n.r.s., C.n.e.t., P.t.t., Armement, E.d.f., O.r.t.f., Poudres, Equipement national, pour ne nommer que ceux-ci, sauront bien défendre leurs organismes.

En tout état de cause, la prise de conscience dans l'action menée tous les jours contre la politique de bradage les conduira, tout droit, sur le chemin de la socialisation. » (Louis Blanc, secrétaire général adjoint de la Fédéchimie Force ouvrière).

Une suggestion

« En tant que militant, je souhaite le développement de « l'Unité » et je profite de l'occasion qui m'est offerte pour vous féliciter pour la présentation et le contenu de notre hebdomadaire.

Malheureusement, celui-ci est encore inconnu de très nombreuses personnes — même classées comme sympathisantes du Parti socialiste.

Certes, je sais que les ressources limitées ne permettent pas d'envisager une campagne publicitaire de grande envergure. Toutefois, vous devriez suggérer aux lecteurs — et aux militants, en particulier — qui ne souhaitent pas conserver le journal de le réexpédier, après lecture, à des sympathisants. Sous bande, il leur suffira d'affranchir à 10 centimes : tarif de réexpédition des périodiques (10 centimes par 100 g).

Je suis persuadé que nous pourrions ainsi gagner de nouveaux lecteurs. » (Lucien Orsane - 12-Viviez).

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F*	☐
normal d'un an à	*90 F*	☐
de soutien à	*100 F*	☐
de soutien à	*150 F*	☐
de soutien à	*200 F*	☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Aux anciens abonnés de "Dire"

Environ 2 000 anciens abonnés de la revue « Dire » avaient, par l'intermédiaire de celle-ci, souscrit un abonnement anticipé à « l'Unité », valable pour une durée de six mois. Ils ont ainsi, avec les abonnés du « Bulletin socialiste », contribué de façon efficace au démarrage de notre hebdomadaire.

Cet abonnement de six mois arrive à échéance avec le n° 26 de « l'Unité », c'est-à-dire dans deux semaines. Les intéressés en seront d'ailleurs avisés personnellement. Nous nous permettons cependant de faire appel une fois de plus à leur fidélité pour qu'ils se réabonnent pour un an et sans tarder, afin de nous éviter des relances onéreuses.

Ces 2 000 pionniers avaient permis à la revue « Dire » de traverser une période difficile et de préparer des jours meilleurs pour la presse socialiste. En répondant au nouvel appel que nous leur lançons aujourd'hui pour « l'Unité », ils montreront leur volonté de poursuivre, avec nous, le même combat.

A l'avance, merci à tous.

Claude ESTIER

Ma part de vérité

Réponse à Revel

Je regrette de n'avoir pas revu Jean-François Revel ces temps derniers. J'aurais aimé lui expliquer notre démarche d'aujourd'hui comme j'aimais le faire à l'époque du contre-gouvernement, dont il fut l'un des animateurs (le rapport qu'il me remit en 1967 sur la politique culturelle reste le meilleur document que je connaisse en la matière et n'a rien perdu de son actualité). Je l'avais approché par ses livres et m'étais pris d'un goût très vif — je ne m'en suis pas départi — pour son écriture lente, un peu lourde, qui avance d'un solide pas bourguignon, à rebours de la mode, vers une œuvre qui comptera. Je retrouvais en lui la sûreté d'un Albert Thibaudet, enfin sorti de la littérature pour y rentrer par la grande porte. Prévoyant, j'aurais dû m'inquiéter de cette passion qui l'habite et le pousse à vouloir démontrer qu'il a encore raison même quand il atteint le point où il commence à avoir tort. Mais il frappait si fort dans la cible qui s'appelait de Gaulle ou le gaullisme qu'il semblait toujours frapper juste. Si j'ai tendance, je l'avoue, à juger plus sévèrement l'opportunité de ses coups depuis qu'il a retourné ses armes contre moi, cela n'ôte rien au regret que j'exprime d'une amitié mal employée (par ma faute, sans doute) dès lors qu'elle a cessé d'échanger inquiétude et indulgence.

Cependant, Jean-François Revel est quelqu'un qui m'importe. Assez en tout cas pour lui dire le mal que je pense de son dernier article de « l'Express ». La thèse de Revel est tout entière ramassée dans ce trait : « Quand on nous dit du programme commun qu'il efface le congrès de Tours, c'est exact, mais dans un sens seulement : à savoir que 52 ans après, les partisans de Blum se sont alignés sur ceux de Cachin et de Frossard et le socialisme républicain sur le centralisme bureaucratique ». En d'autres termes, le socialisme a capitulé devant le communisme. Si Revel a voulu me blesser pour le plaisir d'un mot cruel, qu'il se réjouisse : il a réussi. Mais je le crois sincère même dans ses outrances.

Les arguments utilisés pour porter condamnation le prouvent, tant ils sont dérisoires. Il faut beaucoup de bonne foi pour oser instruire un si mauvais procès. Le premier de ces arguments vise la dissolution « à double détente », prévue par le programme commun. On sait que le Parti communiste souhaitait que la rupture du contrat passé entre le gouvernement et l'Assemblée nationale au début de la législature fût suivi automatiquement d'une dissolution. Ainsi, le suffrage universel aurait arbitré tout conflit grave entre les signataires du pacte de majorité. Le Parti socialiste, au contraire, estimait qu'il était inacceptable de laisser au choix d'un des partis de la coalition majoritaire l'heure et le terrain des élections législatives. C'eût été une prime à la surenchère et à la démagogie en même temps qu'une cause permanente d'instabilité.

En donnant au Président de la République la possibilité soit de désigner un nouveau Premier ministre représentatif de la même majorité, soit de trouver une autre majorité dans la même Assemblée, non seulement la gauche éviterait la dissolution-chantage et la dissolution-surprise, mais encore démontrerait qu'elle dit vrai quand elle déclare se soumettre à l'a-

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

vance à la loi de l'alternance démocratique. Imaginons que se produise en France l'actuelle situation allemande, où il suffirait que le Parti libéral change de camp pour que le pouvoir tombe des mains des socialistes dans celles des démocrates-chrétiens, et on comprend le bien-fondé de la « dissolution à double détente ».

Le général de Gaulle a montré moins de patience et de souci des formes institutionnelles que n'en propose la gauche, quand il a dissous l'Assemblée qui avait battu Georges Pompidou en 1962 et celle qui avait hésité à le suivre en 1968.

Jean-François Revel devrait m'indiquer dans quel régime (démocratique) on peut empêcher un parti de quitter la majorité si cela lui chante. Et s'il n'y a plus de majorité du tout au sein d'une Assemblée, dans quel régime (parlementaire) on peut éviter le retour aux urnes. En se rangeant à l'opinion des socialistes, le Parti communiste a permis au programme commun de garantir l'alternance, de veiller à la stabilité et de préserver les pouvoirs du chef de l'Etat dans un domaine qui est le sien. Que signifie donc cette querelle ?

Parmi d'autres précautions, mon contradicteur aurait dû lire ou relire le programme du Parti socialiste, adopté le 12 mars dernier à Suresnes et publié le 15 mai chez Flammarion, sous le titre « Changer la vie ». Il y aurait découvert que ledit programme prévoit la nationalisation des banques, des ressources du sous-sol, des industries de l'armement et de l'espace, des sociétés concessionnaires d'autoroutes, du traitement et de la distribution des eaux, des transports aériens et maritimes, des industries nucléaires et électroniques, des constructions aéronautiques. A l'exception des ordinateurs et du service des eaux, il aurait reconnu dans cette énumération celle qu'il a lui-même proposée aux Français en qualité de candidat de la F.g.d.s. il y a cinq ans à Neuilly-Puteaux. Dans le cadre des industries où la concurrence ne peut fonctionner de façon satisfaisante sur le plan national, il aurait constaté que le programme du Parti socialiste cite Pechiney-Ugine-Kulhmann et Saint-Gobain. S'il avait eu la bonté de poursuivre sa lecture, il aurait, page 72, remarqué qu'il est fait un sort à « certains secteurs qui appellent une responsabilité particulière de la puissance publique pouvant aller... jusqu'à des nationalisations ponctuelles » et que « la sidérurgie, les mines de fer, certaines industries de transformation, tel le textile ainsi que le matériel de télécommunication, entrent dans cette catégorie. » Enfin il aurait pu noter que, pour les industries qui dépendent largement d'un financement collectif comme l'industrie pharmaceutique, « un service public sera créé à partir de la nationalisation de certaines entreprises ». Bref, sur les neuf groupes industriels dont la nationalisation figure expressément au programme commun, le Parti socialiste en avait retenu huit (le neuvième étant Rhône-Poulenc). De même, dans la liste des secteurs où s'exerce « la responsabilité particulière de la puissance publique », n'apparaît dans le programme commun qu'un seul groupe ignoré du programme socialiste : la Compagnie française des Pétroles (or la nationalisation des banques suffit pour assurer à l'Etat une participation majoritaire à la C.f.p. !).

Je n'oublie pas qu'au delà du nombre des groupes à nationaliser, Jean-François Revel place le débat sur le principe même des nationalisations et pose la question : « Les nationalisations sont-elles une bonne méthode pour socialiser l'économie ? ». Je lui répondrai là-dessus comme je le ferai à propos de la politique étrangère. Mais vraiment, Rhône-Poulenc et la C.f.p. valaient-ils que se croisât pour eux cet homme libre ?